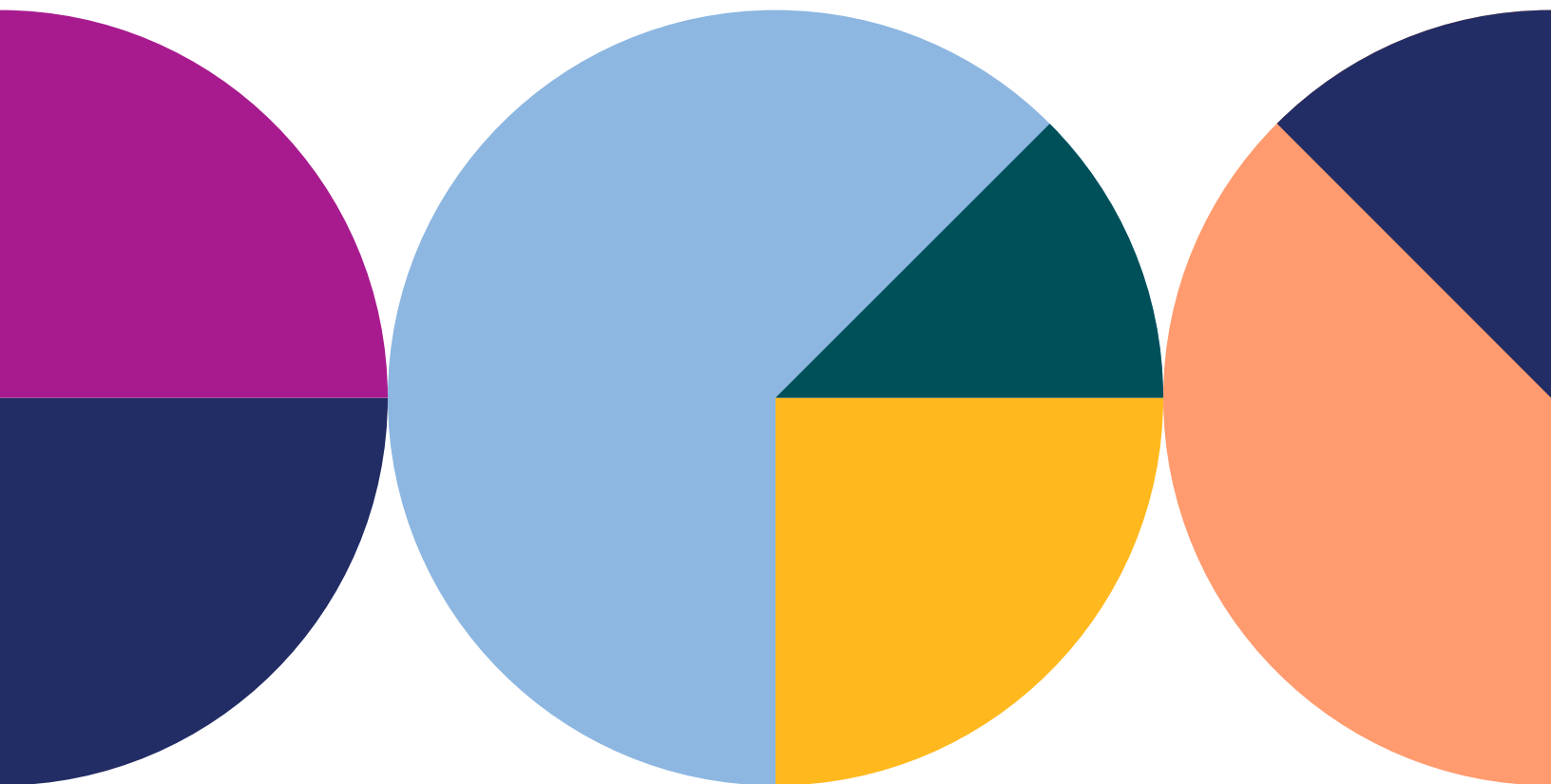


# Rapport financier annuel 2022

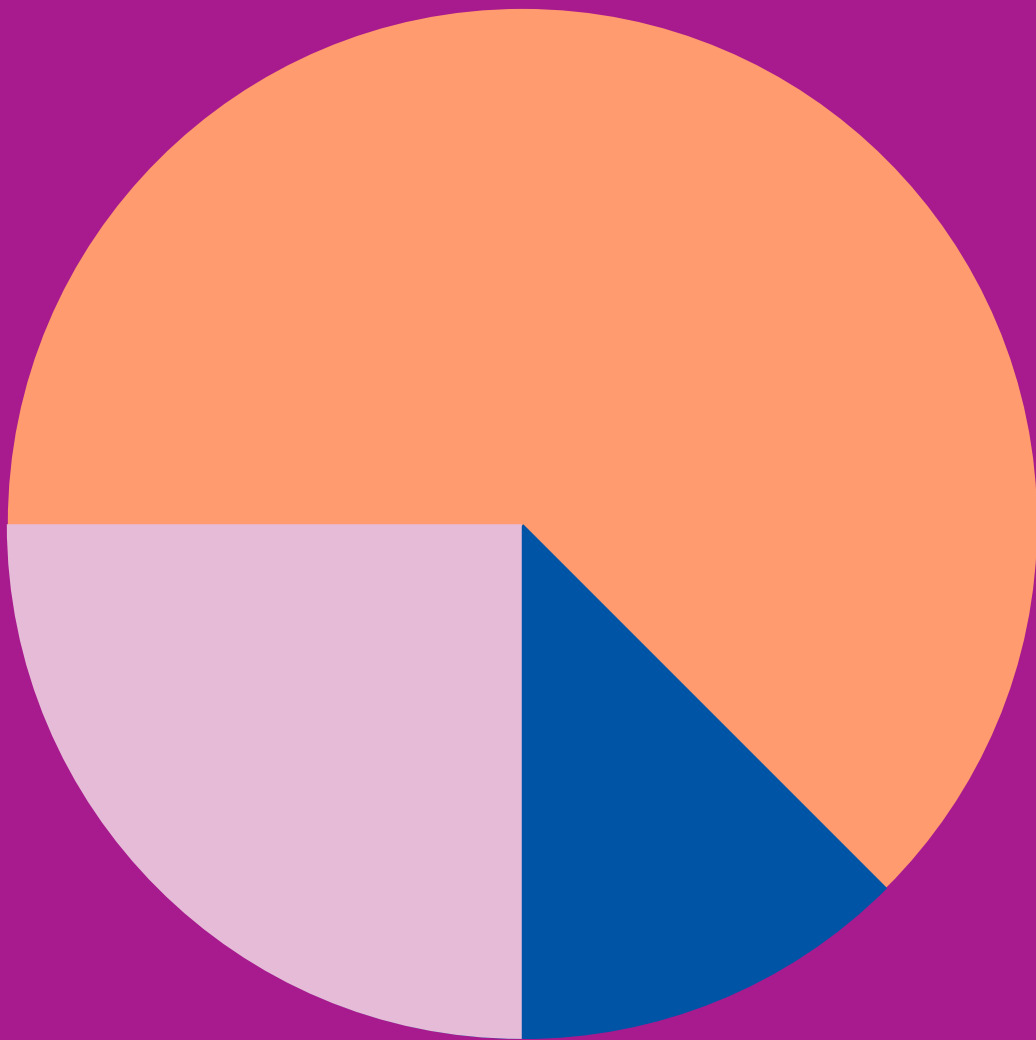


# **Table des matières**

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
Message du directeur général et du trésorier	6
Résultats et excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales consolidés	8
Situation financière consolidée	9
<b>Conseil municipal et comité exécutif</b>	<b>10</b>
<b>Rapport financier consolidé</b>	<b>11</b>
Responsabilité de la direction de la Ville à l'égard de la présentation financière	12
Rapport de l'auditeur indépendant	13
<b>Informations sectorielles consolidées</b>	<b>17</b>
Résultats détaillés par organisme	18
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme	19
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organisme	20
Situation financière par organisme	21
Charges par objets	22
<b>États financiers consolidés</b>	<b>23</b>
État consolidé des résultats	24
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	25
État consolidé de la situation financière	26
État consolidé des flux de trésorerie	27
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	28
<b>Autres renseignements complémentaires consolidés</b>	<b>41</b>
Excédent (déficit) accumulé consolidé	42
Avantages sociaux futurs consolidés	46
Fonds local d'investissement	53
Fonds local de solidarité	54
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	<b>55</b>
Résultats et excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales consolidés	56
Analyse des revenus consolidés	57
Analyse des charges consolidées	69
Endettement total net à long terme consolidé	73

<b>Renseignements supplémentaires non audités</b>	<b>74</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	75
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	75
Analyse de la dette à long terme consolidée	76
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	77
Analyse de la rémunération non consolidée	78
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	78
Frais de financement non consolidés par activités	79
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	80
Rémunération des élus	81
Renseignements supplémentaires	82
Endettement net à long terme consolidé	84
Renseignements sur la Politique de gestion de la dette à long terme	85
Questionnaire	86
Autres renseignements sur l'organisme municipal	90

# Introduction



# Message du directeur général et du trésorier



Monsieur le Maire,  
Membres du conseil municipal,

Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport financier consolidé de la Ville de Laval pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2022. Les états financiers consolidés que nous déposons présentent un portrait fidèle des activités financières s'étant déroulées durant l'année 2022 et regroupent toutes les données financières de l'entité formée par la Ville de Laval et ses organismes qu'elle contrôle.

L'exercice financier 2022 s'est soldé par un excédent non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales de 60,8 M\$, soit 6,3% du budget de la Ville. Ce surplus provient principalement de revenus supérieurs que ceux budgétés expliquant plus de 81% du surplus de l'année.

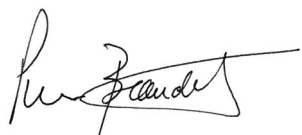
Les revenus se chiffrent à 1 019,2 M\$, soit une hausse de 49,3 M\$ (5,1%) par rapport au budget de fonctionnement de 969,9 M\$. Un marché immobilier performant ayant, à lui seul, généré des revenus additionnels de 27,6 M\$ avec l'imposition de droits et une activité économique favorable a aussi contribué à l'écart favorable de 8,8 M\$ de revenus d'intérêts par rapport au montant établi au budget.

Concernant les charges de fonctionnement, excluant l'amortissement, elles sont de l'ordre 878 M\$, soit une baisse de 12,3 M\$ (1,4%) par rapport au budget établi de 890,3 M\$. Considérant l'écart défavorable de 0,8 M\$ des éléments de conciliation à des fins fiscales la Ville a dégagé un écart fiscal favorable de 11,5 M\$ principalement par des économies réalisées de 9,4 M\$ par le contrôle des charges de rémunération.

Au cours de l'exercice financier 2022, les dépenses en immobilisations réalisées par les différents services de la Ville ont totalisé 327,8 M\$ comparativement à 248,9 M\$ en 2021. Le programme triennal d'immobilisations est constitué de projets et de programmes de maintien des actifs, et ce sont respectivement 198,4 M\$ et 129,4 M\$ qui ont été investis dans ceux-ci. Ainsi, la Ville a réalisé 82% du budget d'immobilisations initial (65,2% en 2021).

La Ville poursuit également sa gestion rigoureuse de la dette. Le ratio faible de service de dette de 10,15% sur les revenus et respecte largement les balises fixées par la Politique de la gestion de la dette à long terme indique que la Ville a des marges de manœuvre pour réaliser de nouveaux projets ou offrir de nouveaux services.

En terminant, il est important de souligner le professionnalisme et l'engagement du personnel de la Ville, qui ont contribué à l'atteinte de ces résultats positifs.



Pierre Beaudet  
Directeur et trésorier du Service des finances



Benoit Collette  
Directeur général

Le 21 avril 2023

## Résultats et excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2022

	Budget	Réalizations	
	2022	2022	2021
<b>Revenus</b>			
Taxes	791 015 200	795 366 896	764 361 678
Compensations tenant lieu de taxes	20 601 300	20 492 259	21 341 032
Transferts	147 904 400	120 465 127	123 702 727
Services rendus	190 779 300	180 408 195	170 523 377
Imposition de droits	73 874 600	100 533 995	77 361 638
Amendes et pénalités	20 900 000	19 538 577	18 605 522
Revenus de placements de portefeuille	5 962 800	14 758 341	5 302 593
Autres revenus d'intérêts	4 346 700	4 914 539	4 598 793
Autres revenus	13 075 900	21 788 754	23 756 803
	1 268 460 200	1 278 266 683	1 209 554 163
<b>Charges</b>			
Administration générale	147 978 800	141 019 493	137 802 860
Sécurité publique	225 180 900	217 755 553	203 090 177
Transport	462 821 800	461 765 192	446 509 618
Hygiène du milieu	189 699 100	197 824 774	175 583 536
Santé et bien-être	18 769 800	20 707 008	20 997 056
Aménagement, urbanisme et développement	38 093 000	38 336 960	36 963 988
Loisirs et culture	133 214 000	131 769 538	134 399 903
Frais de financement	28 200 900	24 109 341	25 903 988
	1 243 958 300	1 233 287 859	1 181 251 126
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	24 501 900	44 978 824	28 303 037
Moins : revenus d'investissement	(113 411 100)	(85 963 849)	(88 510 322)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	(88 909 200)	(40 985 025)	(60 207 285)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
Immobilisations corporelles, propriétés destinées à la revente et placements	171 513 000	192 580 460	181 626 521
Financement	(84 520 100)	(83 452 454)	(77 521 189)
Affectations	1 916 300	(3 896 583)	(11 949 027)
	88 909 200	105 231 423	92 156 305
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>		64 246 398	31 949 020



## Situation financière consolidée

Au 31 décembre 2022

	2022	2021
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	74 958 906	636 125 115
Débiteurs	457 982 883	424 077 584
Placements de portefeuille	403 448 535	1 828 160
Autres actifs financiers	1 064 988	851 854
	937 455 312	1 062 882 713
<b>PASSIFS</b>		
Créditeurs et charges à payer	296 144 928	297 065 148
Revenus reportés	80 393 114	80 342 484
Dette à long terme	940 224 861	923 219 411
Passif au titre des avantages sociaux futurs	81 114 180	94 393 672
Autres passifs	1 000 000	1 000 000
	1 398 877 083	1 396 020 715
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	<b>(461 421 771)</b>	<b>(333 138 002)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles	3 146 496 400	2 981 068 868
Propriétés destinées à la revente	86 170 512	82 262 285
Stocks de fournitures	13 085 969	11 271 315
Autres actifs non financiers	11 628 439	9 516 259
	3 257 381 320	3 084 118 727
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	<b>2 795 959 549</b>	<b>2 750 980 725</b>

# Conseil municipal et comité exécutif

## Maire

Stéphane Boyer

Président du comité exécutif

## Districts électoraux

## Conseillers

1. Saint-François	Isabelle Piché	
2. Saint-Vincent-de-Paul	Paolo Galati	
3. Val-des-Arbres	Achille Cifelli	
4. Duvernay–Pont-Viau	Christine Poirier	Membre du comité exécutif
5. Marigot	Cecilia Macedo	Présidente du conseil municipal
6. Concorde–Bois-de-Boulogne	Sandra Desmeules	Membre du comité exécutif
7. Renaud	Seta Topouzian	
8. Vimont	Pierre Brabant	
9. Saint-Bruno	David De Cotis	
10. Auteuil	Jocelyne Frédéric-Gauthier	
11. Laval-des-Rapides	Alexandre Warnet	Membre associé du comité exécutif
12. Souvenir-Labelle	Sandra El-Helou	Membre associé du comité exécutif
13. L'Abord-à-Plouffe	Vasilios Karidogiannis	
14. Chomedey	Aglaia Revelakis	
15. Saint-Martin	Aline Dib	Membre associé du comité exécutif
16. Sainte-Dorothée	Ray Khalil	Vice-président du comité exécutif
17. Laval-les-Îles	Nicholas Borne	Membre du comité exécutif
18. L'Orée-des-Bois	Yannick Langlois	
19. Marc-Aurèle-Fortin	Louise Lortie	
20. Fabreville	Claude Larochelle	
21. Sainte-Rose	Flavia Alexandra Novac	

# Rapport financier consolidé



## Responsabilité de la direction de la Ville à l'égard de la présentation financière

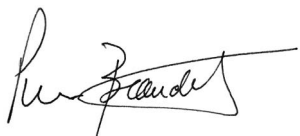
Les états financiers consolidés présentés dans ce rapport sont dressés conformément aux lois et aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, le tout tel que décrit à la note 2 afférente à ces états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés et toute l'information figurant dans le présent rapport financier annuel sont la responsabilité de la direction de la Ville. Cette dernière s'est également assurée de la cohérence entre les états financiers consolidés et toutes les autres informations divulguées dans le rapport financier annuel.

Pour évaluer certains faits et certaines opérations, la direction de la Ville a procédé à des estimations basées sur la meilleure appréciation qu'elle avait de la situation et en tenant compte de leur importance relative.

La direction de la Ville a la responsabilité de maintenir des systèmes de contrôle interne et de comptabilité appropriés qui fournissent une assurance raisonnable que les politiques de la Ville sont suivies, que ses opérations sont effectuées conformément aux lois et autorisations appropriées, que ses biens sont convenablement conservés et que les états financiers consolidés reposent sur des registres comptables fiables.

L'auditeur indépendant Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. a audité les états financiers consolidés et présente le rapport qui suit dans les prochaines pages.



Pierre Beaudet  
Directeur et trésorier du Service des finances



Benoit Collette  
Directeur général

Le 21 avril 2023

## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Laval

---

Raymond Chabot  
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.  
Bureau 2000  
Tour de la Banque Nationale  
600, rue De La Gauchetière Ouest  
Montréal (Québec)  
H3B 4L8

T 514 878-2691

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de Ville de Laval (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires consolidés.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2022 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans les faits saillants du rapport financier 2022, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative

entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les faits saillants du rapport financier 2022 avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Observations – informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 19, 20, 21, 42, 43, 44 et 45, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Autre point**

Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signée en date du 21 avril 2023 relativement aux états financiers de la Ville dans le format prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement

reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une

opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*<sup>1</sup>

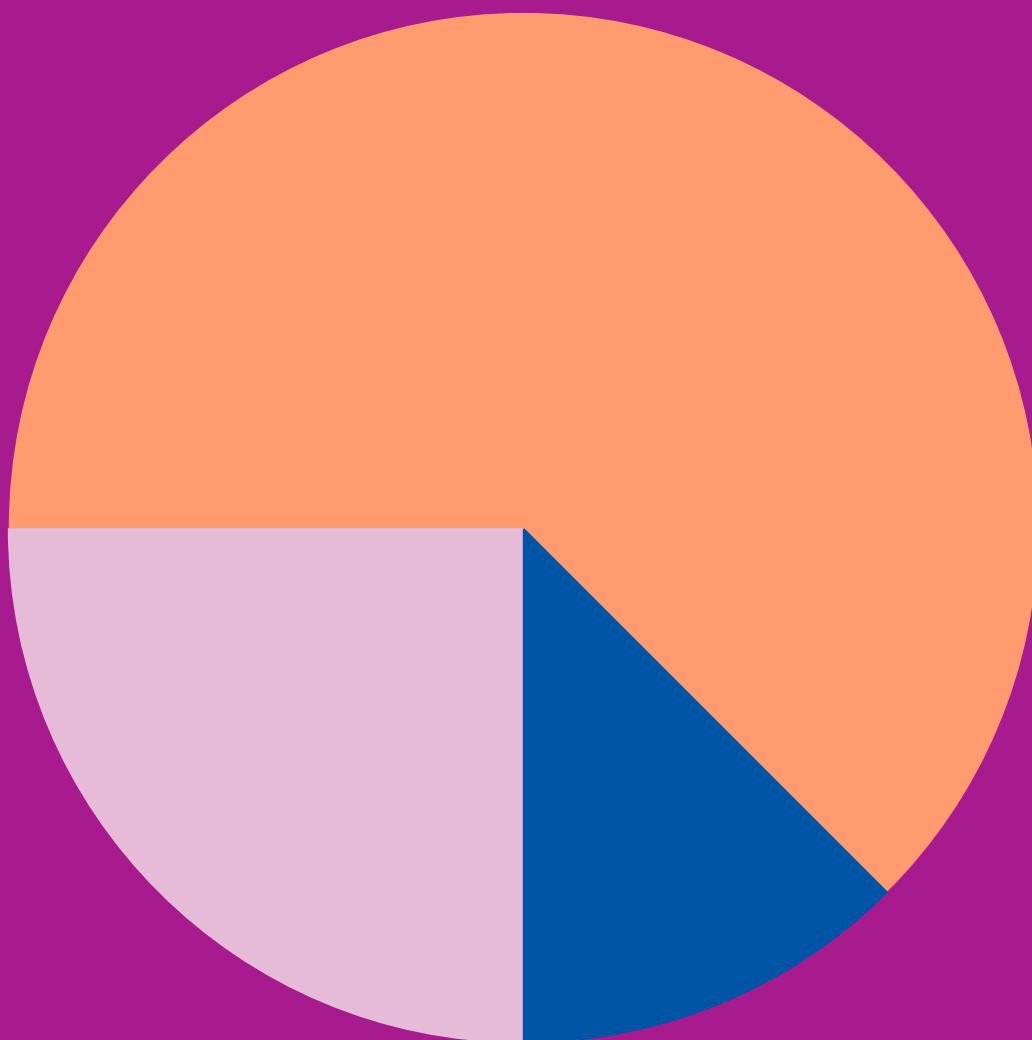
Laval  
Le 21 avril 2023

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A111208



# Informations sectorielles consolidées



## Résultats détaillés par organisme

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	764 361 678	791 015 200	795 366 896			795 366 896
Compensations tenant lieu de taxes	2	21 341 032	20 601 300	20 492 259			20 492 259
Quotes-parts	3						
Transferts	4	41 971 290	35 578 600	41 990 862		1 608 514	43 599 376
Services rendus	5	11 028 968	13 310 900	12 058 270		169 058 909	180 408 195
Imposition de droits	6	77 361 638	72 874 600	100 533 995			100 533 995
Amendes et pénalités	7	18 605 522	20 900 000	19 538 577			19 538 577
Revenus de placements de portefeuille	8	5 302 593	5 962 800	14 758 341			14 758 341
Autres revenus d'intérêts	9	4 391 823	4 061 700	4 052 741		1 925 783	4 914 539
Autres revenus	10	14 450 334	5 594 900	10 401 858		2 288 798	12 690 656
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	958 814 878	969 900 000	1 019 193 799		174 882 004	1 192 302 834
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	43 207 394	45 142 900	55 177 867		21 687 884	76 865 751
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	5 062 522	5 770 000	1 636 148			1 636 148
Autres	18	2 945 744		7 461 950			7 461 950
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	51 215 660	50 912 900	64 275 965		21 687 884	85 963 849
	22	1 010 030 538	1 020 812 900	1 083 469 764		196 569 888	1 278 266 683
<b>Charges</b>							
Administration générale	23	128 204 734	138 589 400	129 144 159	11 875 334		141 019 493
Sécurité publique	24	195 559 409	217 816 600	210 522 355	7 233 198		217 755 553
Transport	25	214 532 893	209 563 000	215 757 483	55 647 484	190 360 225	461 765 192
Hygiène du milieu	26	122 002 374	137 271 100	137 138 585	60 686 189		197 824 774
Santé et bien-être	27	20 997 056	18 769 800	20 707 008			20 707 008
Aménagement, urbanisme et développement	28	36 675 724	37 809 800	37 895 757	441 203		38 336 960
Loisirs et culture	29	100 515 417	108 414 700	105 271 733	20 006 986	9 802 229	131 769 538
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	23 216 455	22 087 200	21 610 345		3 562 981	24 109 341
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	144 752 151	141 620 600	155 890 394	(155 890 394)		
	34	986 456 213	1 031 942 200	1 033 937 819		203 725 435	1 233 287 859
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	35	23 574 325	(11 129 300)	49 531 945		(7 155 547)	44 978 824

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

## Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	23 574 325	(11 129 300)	49 531 945	(7 155 547)	44 978 824
Moins : revenus d'investissement	2	( 51 215 660)	( 50 912 900)	( 64 275 965)	( 21 687 884)	( 85 963 849)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(27 641 335)	(62 042 200)	(14 744 020)	(28 843 431)	(40 985 025)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>						
Amortissement	4	144 752 151	141 620 600	155 890 394	34 580 252	187 868 220
Produit de cession	5	851 300		201 735		201 735
(Gain) perte sur cession	6	(431 792)		(80 306)	1 269	(79 037)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	145 171 659	141 620 600	156 011 823	34 581 521	187 990 918
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9	158 014		81 262		81 262
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	158 014		81 262		81 262
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	3 269 112		2 856 234		870 617
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	536 612		138 831		138 831
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	5 134 815		3 498 832		3 498 832
	15	8 940 539		6 493 897		4 508 280
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	905 000		2 497 281	104 453	2 601 734
Remboursement de la dette à long terme	17	( 77 093 951)	( 79 844 300)	( 84 184 340)	( 3 855 465)	( 86 054 188)
	18	(76 188 951)	(79 844 300)	(81 687 059)	(3 751 012)	(83 452 454)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 30 764 206)	( 27 320 100)	( 22 746 094)	( 714 605)	( 23 460 699)
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 900 000			1 148 298	1 148 298
Excédent de fonctionnement affecté	21	36 884 971	44 452 300	44 548 725		44 548 725
Réserves financières et fonds réservés	22	(21 137 507)	(23 760 800)	(28 709 357)		(28 709 357)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	838 200	6 894 500	1 584 150	992 300	2 576 450
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(12 278 542)	265 900	(5 322 576)	1 425 993	(3 896 583)
	26	65 802 719	62 042 200	75 577 347	32 256 502	105 231 423
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	38 161 384		60 833 327	3 413 071	64 246 398

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

## Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organisme

Exercice terminé le 31 décembre 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	51 215 660	64 275 965	21 687 884	85 963 849
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	38 943 989)(	68 544 011)(	2 598 347)(	71 142 358)
Sécurité publique	3 (	25 982 532)(	35 673 194)(	)	35 673 194)
Transport	4 (	81 712 951)(	64 602 980)(	27 166 554)(	91 769 534)
Hygiène du milieu	5 (	47 130 307)(	35 513 194)(	)	35 513 194)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 255 956)(	1 620 277)(	)	1 620 277)
Loisirs et culture	8 (	48 603 821)(	117 666 788)(	33 105)(	117 699 893)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)	)
	11 (	243 629 556)(	323 620 444)(	29 798 006)(	353 418 450)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	12 (	5 320 095)(	4 202 623)(	)	4 202 623)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	13 (	5 731 931)(	4 128 654)(	)	4 128 654)
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	93 114 929	102 190 134	5 117 372	107 307 506
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	15	30 764 206	22 746 094	714 605	23 460 699
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16		48 996 935		48 996 935
Excédent de fonctionnement affecté	17		45 000 000	1 563 357	46 563 357
Réserves financières et fonds réservés	18	53 142 669	78 088 277		78 088 277
	19	83 906 875	194 831 306	2 277 962	197 109 268
	20	(77 659 778)	(34 930 281)	(22 402 672)	(57 332 953)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(26 444 118)	29 345 684	(714 788)	28 630 896

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

## Situation financière par organisme

Au 31 décembre 2022

		2021		2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	1	594 917 293	35 001 309	39 957 597	74 958 906
Débiteurs (note 4)	2	287 148 454	330 077 615	127 905 268	457 982 883
Prêts	3	37 947 279	35 961 662		
Placements de portefeuille (note 5)	4	1 828 160	403 448 535		403 448 535
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 6)	6				
Autres actifs financiers (note 7)	7	851 854	1 064 988		1 064 988
	8	922 693 040	805 554 109	167 862 865	937 455 312
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9				
Emprunts temporaires	10				
Créditeurs et charges à payer (note 8)	11	263 919 837	262 811 508	33 333 420	296 144 928
Revenus reportés (note 9)	12	54 757 971	55 834 575	24 558 539	80 393 114
Dettes à long terme (note 10)	13	811 805 411	834 607 861	141 578 662	940 224 861
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 6)	14	83 108 972	67 838 380	13 275 800	81 114 180
Autres passifs (note 11)	15	1 000 000	1 000 000		1 000 000
	16	1 214 592 191	1 222 092 324	212 746 421	1 398 877 083
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(291 899 151)	(416 538 215)	(44 883 556)	(461 421 771)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations corporelles (note 12)	18	2 728 594 207	2 896 202 828	340 692 253	3 146 496 400
Propriétés destinées à la revente (note 13)	19	82 262 285	86 170 512		86 170 512
Stocks de fournitures	20	7 053 295	8 044 588	5 041 381	13 085 969
Actifs incorporels achetés	21				
Autres actifs non financiers (note 14)	22	7 568 240	9 231 108	2 397 331	11 628 439
	23	2 825 478 027	2 999 649 036	348 130 965	3 257 381 320
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	55 331 291	87 081 485	(32 764 017)	54 317 468
Excédent de fonctionnement affecté	25	111 976 781	56 607 556	40 712 966	97 320 522
Réserves financières et fonds réservés	26	330 627 914	263 247 455	967 170	264 214 625
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( 143 849 020)	( 144 252 929)	20 265 100)	164 518 029)
Financement des investissements en cours	28	14 417 377	7 671 298	13 327 908	20 999 206
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	2 165 074 533	2 312 755 956	301 268 482	2 523 625 757
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	2 533 578 876	2 583 110 821	303 247 409	2 795 959 549
Obligations contractuelles (note 15)					
Droits contractuels (note 16)					
Éventualités (note 17)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

## Charges par objets

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>Rémunération</b>					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1	223 000	221 360	221 360	112 780
Autre	2	412 456 500	404 071 477	502 651 566	467 703 320
<b>Charges sociales</b>					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3	61 100	62 773	62 773	30 767
Autres	4	105 533 100	104 513 071	126 023 925	120 244 126
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	212 511 400	213 484 989	258 267 264	239 012 396
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	13 751 000	16 486 097	16 984 175	17 302 790
D'autres organismes municipaux					
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	4 291 000	2 710 868	4 278 595	4 262 055
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	4 045 200	2 413 380	2 846 571	4 339 143
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	102 510 700	101 602 697	101 602 697	97 740 033
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17	24 779 700	27 836 924	27 836 924	34 718 939
Autres	18				11 275 650
<b>Amortissement</b>					
Immobilisations corporelles	19	141 620 600	155 890 394	187 868 220	174 025 517
Actifs incorporels achetés	20				
<b>Autres</b>					
▪ Divers	21	10 158 900	4 643 789	4 643 789	10 483 610
▪	22				
▪	23				
	24	1 031 942 200	1 033 937 819	1 233 287 859	1 181 251 126

# États financiers consolidés



# État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	791 015 200	795 366 896	764 361 678
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 601 300	20 492 259	21 341 032
Quotes-parts	3			
Transferts	4	147 904 400	120 465 127	123 702 727
Services rendus	5	190 779 300	180 408 195	170 523 377
Imposition de droits	6	73 874 600	100 533 995	77 361 638
Amendes et pénalités	7	20 900 000	19 538 577	18 605 522
Revenus de placements de portefeuille	8	5 962 800	14 758 341	5 302 593
Autres revenus d'intérêts	9	4 346 700	4 914 539	4 598 793
Autres revenus	10	13 075 900	21 788 754	23 756 803
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	1 268 460 200	1 278 266 683	1 209 554 163
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	147 978 800	141 019 493	137 802 860
Sécurité publique	15	225 180 900	217 755 553	203 090 177
Transport	16	462 821 800	461 765 192	446 509 618
Hygiène du milieu	17	189 699 100	197 824 774	175 583 536
Santé et bien-être	18	18 769 800	20 707 008	20 997 056
Aménagement, urbanisme et développement	19	38 093 000	38 336 960	36 963 988
Loisirs et culture	20	133 214 000	131 769 538	134 399 903
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	28 200 900	24 109 341	25 903 988
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 243 958 300	1 233 287 859	1 181 251 126
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	24 501 900	44 978 824	28 303 037
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		2 754 405 041	2 726 102 004
Redressement aux exercices antérieurs (note 21)	27		(3 424 316)	(3 424 316)
Solde redressé	28		2 750 980 725	2 722 677 688
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		2 795 959 549	2 750 980 725

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer à la page 19.



## État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	24 501 900	44 978 824	28 303 037
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	482 886 600)(	353 418 450)(	285 721 770)
Produit de cession	3	44 400	201 735	857 898
Amortissement	4	171 468 600	187 868 220	174 025 517
(Gain) perte sur cession	5		(79 037)	(425 710)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(311 373 600)	(165 427 532)	(111 264 065)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(3 908 227)	(5 157 624)
Variation des stocks de fournitures	10		(1 814 654)	53 038
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(2 112 180)	2 966 553
	13		(7 835 061)	(2 138 033)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	(286 871 700)	(128 283 769)	(85 099 061)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(329 713 686)	(244 614 625)
Redressement aux exercices antérieurs (note 21)	18		(3 424 316)	(3 424 316)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(333 138 002)	(248 038 941)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(461 421 771)	(333 138 002)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# État consolidé de la situation financière

Au 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	1	74 958 906	636 125 115
Débiteurs (note 4)	2	457 982 883	424 077 584
Prêts	3		
Placements de portefeuille (note 5)	4	403 448 535	1 828 160
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 6)	6		
Autres actifs financiers (note 7)	7	1 064 988	851 854
	8	937 455 312	1 062 882 713
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9		
Emprunts temporaires	10		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	11	296 144 928	297 065 148
Revenus reportés (note 9)	12	80 393 114	80 342 484
Dette à long terme (note 10)	13	940 224 861	923 219 411
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 6)	14	81 114 180	94 393 672
Autres passifs (note 11)	15	1 000 000	1 000 000
	16	1 398 877 083	1 396 020 715
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(461 421 771)	(333 138 002)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 12)	18	3 146 496 400	2 981 068 868
Propriétés destinées à la revente (note 13)	19	86 170 512	82 262 285
Stocks de fournitures	20	13 085 969	11 271 315
Actifs incorporels achetés	21		
Autres actifs non financiers (note 14)	22	11 628 439	9 516 259
	23	3 257 381 320	3 084 118 727
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	2 795 959 549	2 750 980 725
Obligations contractuelles (note 15)			
Droits contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# État consolidé des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	44 978 824	28 303 037
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 12)	2	187 868 220	174 025 517
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations corporelles	3	(79 037)	(425 710)
▪ Autres	4	3 637 662	5 671 427
	5	236 405 669	207 574 271
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(33 905 299)	59 116 133
Autres actifs financiers	7	(213 134)	(4 456)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(920 220)	(12 362 384)
Revenus reportés	9	50 630	7 576 286
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(13 279 492)	(11 566 452)
Propriétés destinées à la revente	11	(3 908 227)	(5 157 624)
Stocks de fournitures	12	(1 814 654)	53 038
Autres actifs non financiers	13	(2 112 180)	2 966 553
	14	180 303 093	248 195 365
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	( 353 418 450)	( 285 721 770)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	201 735	857 898
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	( )	( )
	19	(353 216 715)	(284 863 872)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	( 4 128 654)	( 5 731 931)
Remboursement ou cession	21	870 617	1 339 375
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	( 629 000 000)	( )
Cession	23	227 000 000	117 572 199
	24	(405 258 037)	113 179 643
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	25	210 969 000	218 823 718
Remboursement de la dette à long terme	26	( 193 769 520)	( 181 188 592)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(194 030)	9 365
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	17 005 450	37 644 491
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	(561 166 209)	114 155 627
Solde déjà établi	33	636 125 115	521 969 488
Redressement aux exercices antérieurs	34		
Solde redressé	35	636 125 115	521 969 488
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 3)</b>	36	74 958 906	636 125 115

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2022

## 1. Statut

---

La Ville de Laval (la Ville) est régie principalement par la Loi sur les cités et villes de la province de Québec et par la Charte de la Ville de Laval (1965, chapitre 89 et ses modifications). Elle est dirigée par un conseil municipal et un comité exécutif.

## 2. Principales méthodes comptables

---

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux lois et aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice consolidé à des fins fiscales par organisme, présenté aux pages 19 et 20, et la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales, présentée aux pages 21, 42, 43, 44 et 45.

Dans les notes complémentaires aux états financiers consolidés et les renseignements complémentaires consolidés, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Laval et les organismes qu'elle contrôle, et l'expression « Administration municipale » désigne la Ville de Laval sans les organismes qu'elle contrôle.

### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés à titre de revenus, de charges, d'actifs, de passifs, d'engagements et d'éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses et pour réduction de valeur sur les placements, les revenus de taxation révisés, les droits de mutation immobilière, les transferts, les durées de vie utile des immobilisations corporelles aux fins d'amortissement, les hypothèses actuarielles liées aux avantages sociaux futurs ainsi que les provisions à l'égard du passif au titre de l'assainissement des sites contaminés, des passifs, des contestations d'évaluations et des réclamations en justice.

### A) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'Administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

Le périmètre comptable de l'Administration municipale comprend les organismes suivants :

- Société de transport de Laval
- La Cité de la culture et du sport de Laval

### B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les faits et les transactions.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

---

### C) Actifs

#### a) Actifs financiers

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse et des placements de portefeuille dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

##### Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette.

##### Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissements sont comptabilisés à leur valeur nominale moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement.

Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

#### b) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations corporelles et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

##### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Ce coût inclut les intérêts sur les emprunts temporaires calculés jusqu'à la date de mise en service. Les immobilisations corporelles sont essentiellement amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	10 ans

L'amortissement des véhicules de la Société de transport de Laval est calculé selon la méthode dégressive à des taux annuels de 22% et de 30%.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou pour la prestation de services.

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

##### Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. La portion de celles destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

##### Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi essentiellement selon la méthode de l'épuisement successif.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 2. Principales méthodes comptables (suite)

---

#### D) Passifs

##### Provision pour contestations d'évaluations

La provision pour contestations d'évaluations représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts et pouvant résulter de jugements relatifs aux contestations d'évaluations foncières.

##### Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant, de façon probable, relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à l'aide de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

##### Revenus reportés

Les montants perçus en vue de l'acquisition et de l'aménagement des parcs, terrains de jeux et stationnement et pour la réfection du réseau routier sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

Les produits de loyers de base d'espaces commerciaux et d'identification perçus par anticipation par La Cité de la culture et du sport de Laval sont constatés à l'état consolidé des résultats selon la méthode linéaire sur la durée des contrats, lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

##### Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais reportés liés à la dette à long terme sont amortis sur la durée de l'émission selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état consolidé de la situation financière.

#### E) Revenus

Les montants bruts des revenus sont comptabilisés afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques. Les revenus sont présentés en faisant abstraction des montants de TPS et de TVQ à percevoir et à remettre aux gouvernements.

##### Revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes

Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils sont exigibles.

##### Revenus de transferts

Les revenus de transferts sont constatés aux états financiers consolidés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, où les critères d'admissibilité ont été satisfaits et lorsqu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste « Revenus reportés ».

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

##### Services rendus

Les revenus liés aux services rendus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Conformément aux modalités de l'entente concernant les services de transport collectif pour l'année 2022, la rémunération de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) correspond aux coûts réels des prestations du service de transport collectif sur le territoire de la Société de transport de Laval, et ce, pour tenir compte du contexte particulier et spécifique de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Ils sont constatés sur la base des montants convenus entre les deux organismes.

De plus, selon les modalités de l'entente concernant la délégation de gestion pour les équipements métropolitains, qui est en cours d'autorisation, et celles de l'entente sur les billetteries métropolitaines signée en juin 2022, les revenus provenant de l'ARTM correspondent à une rémunération basée sur les coûts réels pour les équipements métropolitains et la billetterie. Ils sont constatés sur la base des montants convenus entre les deux organismes.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 2. Principales méthodes comptables (suite)

---

#### Revenus d'imposition de droits, d'amendes et de pénalités, d'intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et de pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, lorsqu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et les pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

#### F) Avantages sociaux futurs

##### a) Avantages sociaux futurs à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux et le programme d'allocation de retraite des cols bleus auxquels participe l'Administration municipale ainsi que les régimes de retraite des employés syndiqués de la Société de transport de Laval sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et charges à payer pour des cotisations dues, non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

##### b) Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités ainsi que le coût du maintien des avantages lors de certaines absences prolongées.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. S'ajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à l'aide du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'Administration municipale et de la Société de transport de Laval en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2022 selon la méthode de la valeur ajustée sur une période de quatre ans.

Les gains et les pertes actuariels pour les avantages de retraite des employés sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Pour les autres avantages, les gains et les pertes sont constatés immédiatement dans l'exercice au cours duquel ils se matérialisent.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis pour certains régimes non capitalisés fait l'objet, en contrepartie, d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 2. Principales méthodes comptables (suite)

---

#### G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet d'une taxation différée. Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'Administration municipale et la Société de transport de Laval et sont amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

##### a) Mesures d'allègement fiscal liées aux avantages sociaux futurs :

- Déficit initial au 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

Dans le cas des régimes capitalisés, le déficit initial est amorti de façon progressive sur la DMERCA des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, il est amorti de façon non systématique ou non amorti, conformément aux dispositions d'allègement à des fins de taxation.

- Avantages postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

Dans le cas des régimes non capitalisés, l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis n'est pas amorti.

##### b) Financement à long terme des activités de fonctionnement :

Le financement à long terme des activités de fonctionnement est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital.

#### H) Instruments financiers

La Société de transport de Laval utilise périodiquement des contrats de swaps sur marchandises pour se couvrir des fluctuations du prix du carburant. Les gains et les pertes qui y sont liés sont constatés dans l'état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle ils sont réalisés et sont présentés avec la charge relative à l'élément couvert. La Société de transport de Laval n'a pas recours à des instruments financiers à des fins spéculatives.

#### I) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'investissement à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objets sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'Administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- Administration générale;
- Sécurité publique;
- Transport;
- Hygiène du milieu;
- Santé et bien-être;
- Aménagement, urbanisme et développement;
- Loisirs et culture;
- Frais de financement.

#### J) Fonds réservés

La Ville a contracté des emprunts auprès du ministre de l'Économie et de l'Innovation et ministre responsable du Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de FLS-FTQ, dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI) et du Fonds local de solidarité (FLS). La Ville a affecté les fonds reçus dans des fonds réservés, puisque l'existence du FLI et du FLS est prévue légalement. La Ville utilise ces fonds en les investissant sous forme de prêts à des entrepreneurs, en affectant ces fonds réservés.



## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	69 839 226	79 691 872
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	5 119 680	556 433 243
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	74 958 906	636 125 115
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	9	74 958 906	636 125 115
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	35 254 302	398 310 764
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	76 458 000	71 211 700

Les placements à court terme sont constitués d'un compte d'investissement et d'un CPG portant intérêts à des taux de 4,50 % à 4,85 %.

### 4. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	42 044 808	40 224 681
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	264 270 224	273 464 198
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	67 429 546	44 661 586
Organismes municipaux	16	8 518 351	8 588 053
Autres			
▪ Droits de mutation immobilière	17	40 228 497	33 315 732
▪ Divers	18	35 491 457	23 823 334
	19	457 982 883	424 077 584
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	207 902 246	215 120 892
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	207 902 246	215 120 892
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	13 827 726	13 280 142
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	8 480 499	15 445 741
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	150 023 027	148 058 530
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	62 324 615	72 094 278
Ministère de la Culture et des Communications	29	5 521 631	5 111 782
Autres ministères/organismes	30	37 920 452	32 753 867
	31	264 270 224	273 464 198

En vertu d'ententes avec le gouvernement du Québec, la Ville recevra de ce dernier, sous forme de transferts, une compensation pour les intérêts qu'elle doit payer sur ces sommes.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 5. Placements de portefeuille

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	1 448 535	1 828 160
Autres placements	39	402 000 000	
	40	403 448 535	1 828 160
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41	298 891 918	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42	2 469 285	2 853 462

Les placements à titre d'investissement sont constitués de prêts et de capital-actions d'entreprises. Les autres placements sont constitués de CPG portant intérêts à des taux de 3,71% à 6,02%.

### 6. Avantages sociaux futurs

		2022	2021
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	50 501 117	33 818 017
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(131 615 297)	(128 211 689)
	45	(81 114 180)	(94 393 672)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	41 964 300	41 809 900
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	8 971 581	14 534 713
Régimes à cotisations déterminées	48	7 619 572	7 557 021
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	404 693	372 902
	51	58 960 146	64 274 536

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

#### Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

### 7. Autres actifs financiers

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 13)	52	1 064 988	851 854
Autres	53		
	54	1 064 988	851 854

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 8. Crédoiteurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	131 268 875	144 746 699
Salaires et avantages sociaux	56	92 635 622	94 629 272
Dépôts et retenues de garantie	57	42 792 257	35 982 884
Provision pour contestations d'évaluation	58	2 496 719	3 220 670
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	59	4 575 454	3 907 217
▪ Réclamations (note 17)	60	12 809 341	9 917 800
▪ Autres courus et passifs	61	9 566 660	4 660 606
▪	62		
▪	63		
	64	296 144 928	297 065 148

La provision pour contestations d'évaluations représente une estimation des remboursements de taxes, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de demandes de révision ou de jugements du Tribunal administratif du Québec.

### 9. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65		
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	25 652 329	23 666 152
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67	395 030	256 698
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68	4 153 171	3 004 552
Accès entreprise Québec	69	83 944	156 453
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪ Transferts	71	5 642 268	4 709 338
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	9 773 279	11 741 568
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Fonds de stationnement	80	4 998 800	3 424 316
▪ Droits d'identification et loyers	81	24 461 457	25 409 144
▪ Divers	82	5 232 836	7 974 263
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	80 393 114	80 342 484

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 10. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,30	4,90	2023	2031	88	926 782 559	908 462 559
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises		4,97	2023	2030	92	7 713 976	8 094 586
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,50	6,92	2024	2037	94	11 616 975	12 356 885
Autres					95		
					96	946 113 510	928 914 030
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	( 5 888 649)	( 5 694 619)
					98	940 224 861	923 219 411

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		110 658 000	1 643 474	2 155 859	114 457 333
2024	100		105 742 161	1 561 129	945	107 304 235
2025	101		98 420 192	1 149 403	993	99 570 588
2026	102		96 017 000	1 149 403	1 016	97 167 419
2027	103		75 207 253	1 149 403		76 356 656
2028 et plus	104		440 737 953	11 302 468	5 555 163	457 595 584
	105		926 782 559	17 955 280	7 713 976	952 451 815
Intérêts et frais accessoires	106			( 6 338 305 )		( 6 338 305 )
	107		926 782 559	11 616 975	7 713 976	946 113 510

### 11. Autres passifs

		2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108		
Assainissement des sites contaminés	109	1 000 000	1 000 000
Autres			
▪	110		
▪	111		
▪	112		
▪	113		
	114	1 000 000	1 000 000

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 12. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	115	747 072 958	5 363 873	1 889 657	750 547 174
Eaux usées	116	1 057 775 071	6 489 190	5 841 227	1 058 423 034
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	1 102 729 660	33 808 985	22 045 440	1 114 493 205
Autres					
▪ Autres	118	293 117 630	5 157 556	11 343 881	286 931 305
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	593 854 878	38 087 960	4 468 917	627 473 921
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	331 804 537	20 252 709	7 957 810	344 099 436
Ameublement et équipement de bureau	124	97 297 696	16 787 459	7 023 507	107 061 648
Machinerie, outillage et équipement divers	125	135 652 313	23 085 983	3 035 647	155 702 649
Terrains	126	404 118 846	37 850 888	121 429	441 848 305
Autres	127				
	128	4 763 423 589	186 884 603	63 727 515	4 886 580 677
Immobilisations en cours	129	148 576 824	166 533 847		315 110 671
	130	4 912 000 413	353 418 450	63 727 515	5 201 691 348
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	131	296 107 484	21 834 198	1 889 657	316 052 025
Eaux usées	132	559 820 776	27 204 005	5 841 227	581 183 554
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	474 141 915	45 425 152	22 045 440	497 521 627
Autres					
▪ Autres	134	125 038 802	14 254 986	11 343 881	127 949 907
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	166 179 481	23 471 740	4 468 917	185 182 304
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	206 289 859	26 465 651	7 957 810	224 797 700
Ameublement et équipement de bureau	140	50 658 283	15 317 524	7 022 238	58 953 569
Machinerie, outillage et équipement divers	141	52 694 945	13 894 964	3 035 647	63 554 262
Autres	142				
	143	1 930 931 545	187 868 220	63 604 817	2 055 194 948
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	144	2 981 068 868			3 146 496 400
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145	17 024 945			17 024 945
Amortissement cumulé	146	( 5 572 884)	( 510 300)	( )	( 6 083 184)
Valeur comptable nette	147	11 452 061			10 941 761

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 13. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	67 888 589	64 961 095
Immeubles industriels municipaux	149	16 947 084	16 952 060
Autres	150	2 399 827	1 200 984
	151	87 235 500	83 114 139
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 7)	152	1 064 988	851 854
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	86 170 512	82 262 285

### 14. Autres actifs non financiers

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	165	9 927 320	8 157 876
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪ Dépôts pour acquisition d'immobilisations corporelles	168	1 679 047	1 358 383
▪ Autres	169	22 072	
	170	11 628 439	9 516 259

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 15. Obligations contractuelles

---

- a) Au 31 décembre 2022, la Ville a des engagements relatifs aux charges de fonctionnement envers des tiers de 444 817 802 \$. Les versements des cinq prochains exercices s'élèvent à 148 359 369 \$ pour 2023, à 109 003 957 \$ pour 2024, à 92 473 454 \$ pour 2025, à 90 792 539 \$ pour 2026 et à 2 624 160 \$ pour 2027. Le solde de ces engagements s'échelonne jusqu'en 2038.
- b) Au 31 décembre 2022, les engagements relatifs aux activités d'investissement envers des tiers totalisent 562 531 476 \$. De plus, les dépenses admissibles feront l'objet de subventions variant entre 75 % et 100 %, pour un total estimé de 191 719 811 \$.

### 16. Droits contractuels

---

En plus de ses engagements relatifs aux activités d'investissement présentés à la note 15 b), la Ville a conclu des ententes à long terme totalisant 52 958 825 \$. Les droits contractuels à percevoir au cours des 5 prochains exercices s'établissent à 4 181 166 \$ pour 2023, à 3 983 283 \$ pour 2024, à 4 040 583 \$ pour 2025, à 3 826 514 \$ pour 2026 et à 3 796 233 \$ pour 2027. Ces droits contractuels seront perçus jusqu'en 2041.

### 17. Éventualités

---

- a) Au 31 décembre 2022, les réclamations pendantes envers l'Administration municipale s'élèvent à 54 336 582 \$. Une provision pour réclamations de 12 809 341 \$ a été comptabilisée. Cela représente la meilleure estimation de la direction à l'égard de ce passif potentiel.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget de fonctionnement annuel, la réserve pour autoassurance, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

Le 9 septembre 2016, une demande introductive d'instance a été transmise à La Cité de la culture et du sport de Laval par un proposant non retenu à la suite de l'appel de propositions pour la conception et la construction du complexe. Ce dernier réclame une somme de 10 863 100 \$ pour frais encourus dans la préparation de sa proposition. La direction de La Cité de la culture et du sport de Laval est d'avis que cette réclamation n'est pas fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

- b) La Ville pourvoit, par le biais de son budget de fonctionnement annuel ou d'une réserve, aux couvertures relatives à sa responsabilité civile, à sa responsabilité civile excédentaire (*umbrella*) ainsi qu'aux pertes matérielles de sa flotte automobile et de ses équipements qui ne sont pas couverts par une assurance souscrite auprès d'une compagnie d'assurances.
- c) La Ville a obtenu l'autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec de se porter caution pour le Complexe Multi-Sports de Laval inc. pour 8 400 000 \$, plus intérêts et frais afférents. Au 31 décembre 2022, le solde des prêts est de 4 608 117 \$.

De plus, la Ville a obtenu l'autorisation de se porter caution pour la Télévision régionale de Laval inc. pour 201 700 \$. Au 31 décembre 2022, le solde des prêts est de 0 \$.

- d) Au 31 décembre 2022, des avis d'expropriation sont en attente d'audition au Tribunal administratif du Québec. L'indemnité définitive n'ayant pas été déterminée et étant difficilement estimable, aucune provision concernant les indemnités additionnelles qui pourraient être requises n'a été comptabilisée. La Ville est d'avis que le dénouement de cette situation n'aura aucune incidence sur son état des résultats et aucune incidence défavorable sur sa situation financière.
- e) La Ville possède des immeubles contaminés à l'amiante. Pour certains de ces immeubles, aucune décontamination n'est nécessaire. Pour les immeubles où la décontamination est prévue, il est impossible d'évaluer, à l'heure actuelle, le coût d'une telle opération. Ainsi, aucun passif n'est présenté à cet effet.
- f) La Ville possède des terrains potentiellement contaminés ou présentant un risque de contamination et pour lesquels des études de caractérisation seront effectuées au moment opportun. Ces études pourraient démontrer la nécessité de procéder à des travaux de réhabilitation afin de rendre les sites conformes. Aucun passif n'est comptabilisé étant donné qu'il n'est pas possible de déterminer si les changements d'usage nécessiteront une décontamination et de ce fait il est impossible d'évaluer les coûts.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 18. Fonds de roulement

---

L'Administration municipale et la Société de transport de Laval possèdent un fonds de roulement dont le capital autorisé est fixé à 13 956 998 \$.

### 19. Facilités de crédit

---

La Ville dispose de facilités de crédit de 35 000 000 \$ qui portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel moins 0,25 % au taux préférentiel. Au 31 décembre 2022, le taux préférentiel est fixé à 6,45 % (2,45 % au 31 décembre 2021). Ces facilités sont renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2022, elles ne sont pas utilisées.

### 20. Données budgétaires

---

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente le budget initial adopté par le conseil municipal reclassé aux fins de comparaison.

### 21. Redressement aux exercices antérieurs

---

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement sa méthode de comptabilisation du fonds de stationnement. Antérieurement, conformément aux directives du *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*, les sommes accumulées afférentes au fonds de stationnement étaient constatées à titre de fonds réservés.

Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme au chapitre SP 3100 des Normes comptables canadiennes pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés et soient enregistrées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel elles sont utilisées aux fins prescrites. Cette modification comptable a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution) \$
<b>État consolidé de la situation financière</b>	
Revenus reportés	3 424 316
Dette nette et excédent accumulé	(3 424 316)

### 22. Récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics

---

Le 1<sup>er</sup> avril 2015, la Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics est entrée en vigueur. La Ville s'est prévalué de cet outil législatif afin de récupérer des sommes payées en trop dans le cadre de l'adjudication, de l'attribution et de la gestion des contrats, pour la période du 15 décembre 1997 au 15 décembre 2017, selon les dispositions applicables.

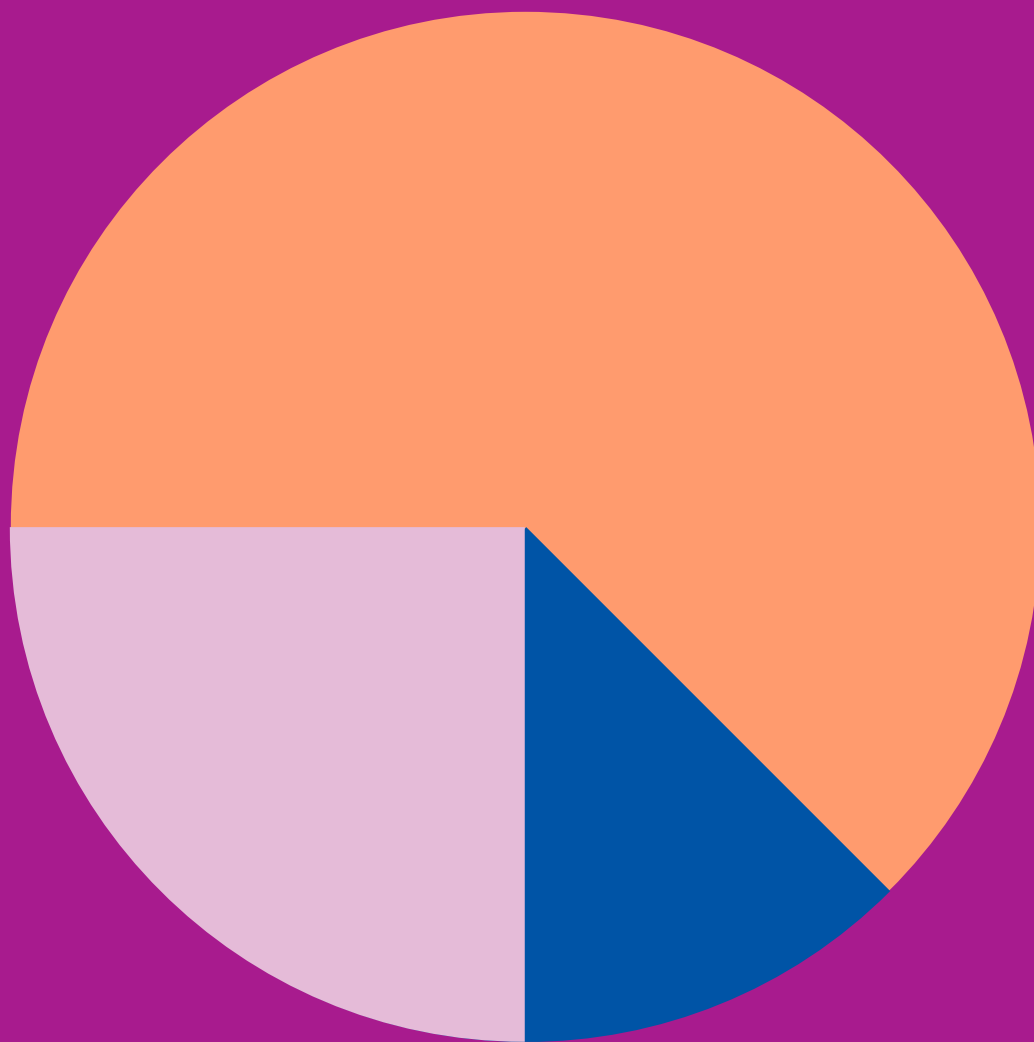
À la suite de l'entrée en vigueur du chapitre III de la Loi, la Ville peut tenter des procédures civiles en vue de récupérer des sommes injustement perçues. À ce sujet, les enquêteurs et les avocats de la Ville continuent leurs démarches en vue d'en récupérer le plus possible.

En 2022, la Ville a récupéré une somme totalisant 0,676 M\$ (en 2021, 0,04 M\$ ont été récupérés).

Les sommes remboursées ne peuvent être appliquées à des dépenses de fonctionnement précises ou rattachées à des immobilisations corporelles. Par conséquent, elles ont été comptabilisées dans les activités de fonctionnement - autres revenus.



# Autres renseignements complémentaires consolidés



## Excédent (déficit) accumulé consolidé

Au 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	54 317 468	24 377 850
Excédent de fonctionnement affecté	2	97 320 522	149 954 753
Réserves financières et fonds réservés	3	264 214 625	331 818 086
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 164 518 029)	( 163 121 820)
Financement des investissements en cours	5	20 999 206	28 460 073
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	2 523 625 757	2 379 491 783
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	2 795 959 549	2 750 980 725

### VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

#### Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	87 081 485	55 331 291
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	(32 764 017)	(30 953 441)
	11	54 317 468	24 377 850

#### Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Autoassurance	12	5 596 718	3 596 718
▪ Équilibre budgétaire	13	10 694 000	42 387 739
▪ Commission scolaire de Laval	14	2 925 000	3 087 500
▪ Option d'achat d'immeuble	15	98 047	98 047
▪ Développement économique	16	6 763 255	6 822 107
▪ Logement social	17	11 585 036	4 585 036
▪ Projets structurants	18	18 945 500	50 000 000
▪ Jeux du Québec	19		1 399 634
▪	20		
	21	56 607 556	111 976 781
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪ Projets d'investissement	22	19 633 357	18 671 720
▪ Équilibre budgétaire	23	21 079 609	19 306 252
▪	24		
	25	40 712 966	37 977 972
	26	97 320 522	149 954 753

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

## Excédent (déficit) accumulé consolidé (suite)

Au 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Paiement comptant des immobilisations	27	16 813 570	19 259 172
▪ Service de l'eau	28	186 570 222	201 028 217
▪ Honoraires professionnels et gestion des déchets	29	2 190 105	52 645 200
▪ Stabilisation des dépenses fluctuantes	30	28 088 612	31 009 863
▪ Réduction d'émissions de gaz à effet de serre	31	1 341 914	1 058 178
	32	235 004 423	305 000 630
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	13 000 000	13 000 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	956 998	1 180 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	239 300	364 300
Organismes contrôlés et partenariats	40	10 172	10 172
Montant non réservé			
Administration municipale	41	690 300	690 300
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	5 886 733	5 319 313
Fonds local de solidarité	44	341 747	351 200
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	1 868 716	
Autres			
▪ Remembrement agricole	46	5 556 179	5 875 872
▪ Autres	47	660 057	26 299
	48	29 210 202	26 817 456
	49	264 214 625	331 818 086

## Excédent (déficit) accumulé consolidé (suite)

Au 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50	( 13 182 500)	( 14 680 150)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51	( 46 827 000)	( 46 827 000)
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52	)	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53	)	)
Autres	54	)	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55	( 76 955 450)	( 72 881 350)
	56	( 136 964 950)	( 134 388 500)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57	)	)
Assainissement des sites contaminés	58	)	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59	)	)
Autres			
▪	60	)	)
▪	61	)	)
	62	( 136 964 950)	( 134 388 500)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	)	)
Utilisation du fonds de roulement	64	)	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	65	)	)
Utilisation du fonds de roulement	66	)	)
Autres			
▪	67	)	)
▪	68	)	)
	69	)	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	70	)	)
Mesure relative à la COVID-19	71	)	)
Frais d'émission de la dette à long terme	72	)	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73	( 7 622 693)	( 7 923 394)
Autres			
▪ Autres financements	74	( 21 378 921)	( 22 638 086)
▪	75	)	)
	76	( 29 001 614)	( 30 561 480)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	77		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	1 448 535	1 828 160
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80		
Autres			
▪	81		
	82	1 448 535	1 828 160
	83	( 164 518 029)	( 163 121 820)

## Excédent (déficit) accumulé consolidé (suite)

Au 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	84	200 463 253	160 065 910
Investissements à financer	85 (	179 464 047)(	131 605 837)
	86	20 999 206	28 460 073
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	3 146 496 400	2 981 068 868
Propriétés destinées à la revente	88	87 235 500	83 114 139
Prêts	89		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	1 448 535	1 828 160
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91		
	92	3 235 180 435	3 066 011 167
Ajustements aux éléments d'actif	93	(1 448 535)	(1 828 160)
	94	3 233 731 900	3 064 183 007
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	95 (	940 224 861)(	923 219 411)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (	5 888 649)(	5 694 619)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	207 902 246	215 120 892
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	29 001 614	30 561 480
	100 (	709 209 650)(	683 231 658)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 (	896 493)(	1 459 566)
	102 (	710 106 143)(	684 691 224)
	103	2 523 625 757	2 379 491 783

## Avantages sociaux futurs consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

#### Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	<u>7</u>
Régimes supplémentaires de retraite	2	<u>1</u>

#### Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Laval et le régime de retraite des employés cadres et non syndiqués de la Société de transport de Laval sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec (L.R.Q., chapitre R-15.1) et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération pour l'Administration municipale et de la moyenne des cinq meilleures années consécutives de rémunération pour la Société de transport de Laval. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

Les employés-cadres et non syndiqués de la Société de transport de Laval bénéficient également d'un programme d'allocation de retraite. Le programme d'allocation de retraite est un régime non capitalisé à prestations déterminées fournissant une rente supplémentaire à certains employés. Cette rente représente l'excédent de la rente déterminée au régime de retraite, sans tenir compte des limites fiscales imposées par la loi de l'impôt sur celle du régime de retraite en tenant compte de ces limites. Pour ce régime, seul l'employeur est responsable du financement.

Les évaluations actuarielles les plus récentes des régimes de retraite aux fins de la capitalisation ont été effectuées au 31 décembre 2018 pour les policiers, au 31 décembre 2021 pour les cols bleus et la Société de transport de Laval et au 31 décembre 2019 pour les autres régimes capitalisés.

## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	33 818 017	16 335 336
Charge de l'exercice	4 (	41 964 300)(	41 809 900)
Cotisations versées par l'employeur	5	58 647 400	59 292 581
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	50 501 117	33 818 017
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	1 981 458 517	1 859 210 414
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	1 979 180 900)(	1 865 356 614)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	2 277 617	(6 146 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	48 223 500	39 964 217
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	50 501 117	33 818 017
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	50 501 117	33 818 017
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>			
Nombre de régimes en cause	14	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	1 981 458 517	1 859 210 414
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	1 979 180 900)(	1 865 356 614)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	2 277 617 (	6 146 200)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	78 491 000	76 659 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		185 000
	20	78 491 000	76 844 900
Cotisations salariales des employés	21 (	41 051 800)(	42 555 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	37 439 200	34 289 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	4 658 300	5 633 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		112 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	42 097 500	40 035 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	104 798 100	98 912 100
Rendement espéré des actifs	33 (	104 931 300)(	97 137 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(133 200)	1 774 600
Charge de l'exercice	35	41 964 300	41 809 900

## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	122 384 217	139 257 897
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	104 931 300)(	97 137 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	17 452 917	42 120 397
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(30 370 500)	(25 393 214)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	97 731 200	95 035 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	1 901 530 000	1 964 205 714
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	15 379 000	15 379 000
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	1 178 500	1 396 200
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	31 641 300	35 892 914
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	269 726 100	66 479 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	15
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	6,60 %	5,65 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,65 %	5,65 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		



## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

#### Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	7
Autres avantages sociaux futurs	54	6

#### Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

L'Administration municipale et la Société de transport de Laval offrent des régimes de retraite supplémentaires non capitalisés à certains de leurs employés. Grâce à ces régimes, les participants acquièrent des droits à certaines prestations non payables en vertu du régime de retraite en raison des limites fiscales.

Les employés de l'Administration municipale et de la Société de transport de Laval bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi qui comprennent notamment l'assurance vie, la couverture de soins de santé, un régime de continuation de salaire temporaire durant l'invalidité ainsi que le maintien des protections d'assurances lors de certaines absences prolongées. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé.

		2022	2021
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(128 211 689)	(122 295 460)
Charge de l'exercice	56 (	8 971 581)	(14 534 713)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	5 567 973	8 618 484
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(131 615 297)	(128 211 689)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	101 026 047)	(128 649 439)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(101 026 047)	(128 649 439)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(30 589 250)	437 750
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(131 615 297)	(128 211 689)
Provision pour moins-value	64 (	)	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(131 615 297)	(128 211 689)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	14	14
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	101 026 047)	(128 649 439)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	101 026 047)	(128 649 439)

## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	6 189 381	9 523 013
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	(522 500)	773 900
	72	5 666 881	10 296 913
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	5 666 881	10 296 913
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	659 900	2 339 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪ Gains actuariels constatés	81	(175 800)	(97 800)
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	6 150 981	12 538 713
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	2 820 600	1 996 000
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	2 820 600	1 996 000
Charge de l'exercice	87	8 971 581	14 534 713
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	30 367 100	24 885 200
Prestations versées au cours de l'exercice	92	5 567 959	8 618 492
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	14	14
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	4,60 %	2,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,50 %	2,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,72 %	5,72 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	3,57 %	3,57 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2040	2040
Autres hypothèses économiques			
▪ Croissance des soins dentaires (%)	104	4	4
▪	105		

## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 3

#### Description du régime

Les employés syndiqués de la Société de transport de Laval couverts par les accréditations du Syndicat des chauffeurs de la Société de transport de Laval (SCFP) et le Syndicat des employés de terminus de la Société de transport de Laval (SCFP) participent au Régime de retraite des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval, alors que les employés couverts par les accréditations du Syndicat des employés d'entretien de la Société de transport de Laval (CSN) et le Syndicat des employés de bureau de la Société de transport de Laval (CSN) participent au Régime de retraite des employés syndiqués de bureau et d'entretien de la Société de transport de Laval. Ces deux régimes, à des fins comptables, sont des régimes à cotisations déterminées. La contribution de la Société de transport de Laval se limite à 8,25% des salaires admissibles pour le Régime de retraite des employés syndiqués de bureau et d'entretien et à 9,00% des salaires admissibles pour le Régime de retraite des chauffeurs d'autobus.

L'Administration municipale offre un programme d'allocation de retraite à ses employés cols bleus. Sa participation se limite à 4,00% des salaires versés.

Ces trois régimes sont, à des fins comptables, des régimes à cotisations déterminées.

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	7 619 572
	112	7 557 021

### D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 \_\_\_\_\_

#### Description des régimes et autres renseignements

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	
Régime de retraite simplifié	115	
REER	116	
Autres régimes	117	
	118	

## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	22	22

#### Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	120	71 352	62 377
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	121	241 577	208 049
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	163 116	164 853
	123	404 693	372 902

## Fonds local d'investissement

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>RÉSULTATS</b>			
<b>Revenus</b>			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	80 572	24 344
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	136 156	190 910
Autres revenus	3	3 889 718	5 405 098
	4	4 106 446	5 620 352
<b>Charges</b>			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5	138 831	
Variation de la provision pour moins-value	6	(391 929)	322 099
Autres créances douteuses	7	6 835	13 969
	8	(246 263)	336 068
Autres charges	9	3 883 009	5 332 261
	10	3 636 746	5 668 329
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	11	469 700	(47 977)
<b>SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE</b>			
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	6 025 518	5 311 201
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	11 379	8 112
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	3 768 053	4 558 404
Provision pour moins-value	16	( 2 402 110)	( 2 794 039)
	17	1 365 943	1 764 365
	18	7 402 840	7 083 678
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	19	150 163	
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	7 607 693	7 908 394
	22	7 757 856	7 908 394
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	23	(355 016)	(824 716)
<b>VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
Libres	24	4 155 128	3 916 761
Supportant les engagements de prêts	25	1 675 404	1 377 478
Supportant les garanties de prêts	26	194 986	16 962
	27	6 025 518	5 311 201

### Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts et le capital-actions d'entreprises sont comptabilisés à leur valeur nominale moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement estimées par la direction. Les radiations sont déterminées par la direction selon des éléments probants.

### Dette à long terme

La dette à long terme est constituée de deux prêts du gouvernement du Québec. Il s'agit d'un prêt FLI de 4 196 776 \$ sans intérêt et avec un remboursement le 1<sup>er</sup> juin 2023 de 2 067 533 \$ et d'un prêt PAUPME de 3 410 917 \$ sans intérêt et sans remboursement avant le 31 mars 2030. Les sommes octroyées sous la forme de pardon de prêt aux entreprises via le volet AERAM ne feront pas l'objet d'un remboursement au gouvernement du prêt PAUPME.

### Obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Le FLI s'est engagé à effectuer des investissements additionnels de 194 986 \$. Les déboursés de ces investissements sont sujets à des conditions futures qui pourraient ne pas se matérialiser.

### Autres revenus et autres charges

Les autres revenus incluent un montant de 3 883 009 \$ relativement à la libération de la dette suite aux pardons de prêts effectués. Les autres charges correspondent à un montant de 3 883 009 \$ relativement à la libération des prêts aux entreprises suite aux pardons de prêts effectués.

## Fonds local de solidarité

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		2022	2021
<b>RÉSULTATS</b>			
<b>Revenus</b>			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	7 206	2 213
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	10 450	15 313
Autres revenus	3	150	
	4	17 806	17 526
<b>Charges</b>			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5	112	
Variation de la provision pour moins-value	6	7 752	17 067
Autres créances douteuses	7		(1 089)
	8	7 864	15 978
Intérêts sur la dette à long terme	9	600	600
Autres charges	10		
	11	8 464	16 578
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	12	9 342	948

<b>SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE</b>			
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	391 156	351 350
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15	496	450
Prêts aux entreprises	16	149 766	123 218
Provision pour moins-value	17	( 67 174)	( 59 423)
	18	82 592	63 795
	19	474 244	415 595
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	20	49 907	600
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	15 000	15 000
	23	64 907	15 600
<b>Solde du Fonds local de solidarité</b>			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	82 592	63 795
Excédent (déficit) non affecté	25	326 745	336 200
	26	409 337	399 995

<b>VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
Libres	27	337 142	351 350
Supportant les engagements de prêts	28	54 014	
	29	391 156	351 350

### Prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement estimées par la direction. Les radiations sont déterminées par la direction selon des éléments probants.

### Dette à long terme

Emprunt sans garantie de Fonds locaux de solidarité FTQ au taux de 4% (15 000 \$).

### Obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Le Fonds s'est engagé à effectuer des investissements additionnels de 54 013 \$. Les déboursés de ces investissements sont sujets à des conditions futures qui pourraient ne pas se matérialiser.

# Renseignements consolidés non audités



## Résultats et excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	2022			2021		
	Budget	Réalisations	Écart	Budget	Réalisations	Écart
<b>Revenus</b>						
Taxes	791 015 200	795 366 896	4 351 696	770 355 600	764 361 678	(5 993 922)
Compensations tenant lieu de taxes	20 601 300	20 492 259	(109 041)	20 110 300	21 341 032	1 230 732
Transferts	147 904 400	120 465 127	(27 439 273)	119 533 600	123 702 727	4 169 127
Services rendus	190 779 300	180 408 195	(10 371 105)	183 989 200	170 523 377	(13 465 823)
Imposition de droits	73 874 600	100 533 995	26 659 395	57 951 000	77 361 638	19 410 638
Amendes et pénalités	20 900 000	19 538 577	(1 361 423)	20 645 000	18 605 522	(2 039 478)
Revenus de placements de portefeuille	5 962 800	14 758 341	8 795 541	8 779 200	5 302 593	(3 476 607)
Autres revenus d'intérêts	4 346 700	4 914 539	567 839	4 546 100	4 598 793	52 693
Autres revenus	13 075 900	21 788 754	8 712 854	20 611 000	23 756 803	3 145 803
	1 268 460 200	1 278 266 683	9 806 483	1 206 521 000	1 209 554 163	3 033 163
<b>Charges</b>						
Administration générale	147 978 800	141 019 493	(6 959 307)	137 003 000	137 802 860	799 860
Sécurité publique	225 180 900	217 755 553	(7 425 347)	210 952 100	203 090 177	(7 861 923)
Transport	462 821 800	461 765 192	(1 056 608)	442 947 300	446 509 618	3 562 318
Hygiène du milieu	189 699 100	197 824 774	8 125 674	175 182 000	175 583 536	401 536
Santé et bien-être	18 769 800	20 707 008	1 937 208	21 753 000	20 997 056	(755 944)
Aménagement, urbanisme et développement	38 093 000	38 336 960	243 960	37 515 300	36 963 988	(551 312)
Loisirs et culture	133 214 000	131 769 538	(1 444 462)	127 348 600	134 399 903	7 051 303
Frais de financement	28 200 900	24 109 341	(4 091 559)	30 738 800	25 903 988	(4 834 812)
	1 243 958 300	1 233 287 859	(10 670 441)	1 183 440 100	1 181 251 126	(2 188 974)
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	24 501 900	44 978 824	20 476 924	23 080 900	28 303 037	5 222 137
Moins : revenus d'investissement	(113 411 100)	(85 963 849)	27 447 251	(99 211 500)	(88 510 322)	10 701 178
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	(88 909 200)	(40 985 025)	47 924 175	(76 130 600)	(60 207 285)	15 923 315
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
Immobilisations corporelles, propriétés destinées à la revente et placements	171 513 000	192 580 460	21 067 460	164 680 100	181 626 521	16 946 421
Financement	(84 520 100)	(83 452 454)	1 067 646	(76 512 200)	(77 521 189)	(1 008 989)
Affectations	1 916 300	(3 896 583)	(5 812 883)	(12 037 300)	(11 949 027)	88 273
	88 909 200	105 231 423	16 322 223	76 130 600	92 156 305	16 025 705
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>		64 246 398	64 246 398		31 949 020	31 949 020



## Analyse des revenus consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
<b>TAXES</b>					
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	658 428 900	660 111 905	660 111 905	638 333 166
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5	15 447 700	15 516 005	15 516 005	15 329 255
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10	1 802 400	1 717 918	1 717 918	1 900 435
	11	675 679 000	677 345 828	677 345 828	655 562 856
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	64 857 200	68 097 083	68 097 083	60 510 572
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15				
Autres					
▪ Contrôle des moustiques	16	595 000	595 680	595 680	593 130
▪ Disposition de la neige	17	4 300 000	4 515 366	4 515 366	4 368 696
▪ Transport en commun régional	18	21 130 000	21 101 012	21 101 012	18 935 539
Centres d'urgence 9-1-1	19	2 700 000	2 808 184	2 808 184	3 007 426
Service de la dette	20	21 024 000	20 225 067	20 225 067	20 700 677
Pouvoir général de taxation	21				
Activités de fonctionnement	22	730 000	678 676	678 676	682 782
Activités d'investissement	23				
	24	115 336 200	118 021 068	118 021 068	108 798 822
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	25				
Autres	26				
	27				
	28	115 336 200	118 021 068	118 021 068	108 798 822
	29	791 015 200	795 366 896	795 366 896	764 361 678

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	103 000	120 366	215 676
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31	1 299 100	1 195 483	1 191 454
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	4 117 200	4 107 589	4 188 129
Cégeps et universités	34	2 574 000	2 588 869	2 438 946
Écoles primaires et secondaires	35	8 155 000	8 165 219	8 920 174
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	16 248 300	16 177 526	16 954 379
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	38	3 643 300	3 578 296	3 587 045
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39	709 700	736 437	799 608
Taxes d'affaires	40			
	41	4 353 000	4 314 733	4 386 653
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	20 601 300	20 492 259	21 341 032

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	49		13 182	26 413
<b>Sécurité publique</b>				
Police	50	3 298 800	3 629 833	2 358 336
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
<b>Transport</b>				
<b>Réseau routier</b>				
Voirie municipale	54	673 500	598 929	620 187
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
<b>Transport collectif</b>				
<b>Transport en commun</b>				
Transport régulier	57		1 608 514	1 229 381
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
<b>Hygiène du milieu</b>				
<b>Eau et égout</b>				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	576 800	294 920	396 396
Réseau de distribution de l'eau potable	65	871 300	793 801	857 281
Traitement des eaux usées	66	300 100	370 437	292 417
Réseaux d'égout	67	471 500	736 389	1 224 591
<b>Matières résiduelles</b>				
Déchets domestiques et assimilés	68	4 755 000	5 482 137	5 113 649
<b>Matières recyclables</b>				
<b>Collecte sélective</b>				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74		30 701	30 701
Autres	75			

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	76	1 003 200	270 645	154 284
Sécurité du revenu	77		1 493 553	1 059 041
Autres	78	397 300	506 497	832 058
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	79		111 924	126 093
Rénovation urbaine	80	226 000	93 848	53 453
Promotion et développement économique	81	935 800	2 422 926	922 817
Autres	82			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	83	252 000	282 019	696 533
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	1 169 100	1 163 191	1 183 089
Autres	85	1 203 000	1 326 701	1 824 600
<b>Réseau d'électricité</b>	86			
	87	16 133 400	19 621 633	18 970 619

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	88			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	89			
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	6 278 470	3 359 436	7 162 139
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96		21 687 884	37 294 662
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	4 334 200	4 353 074	3 755 994
Réseau de distribution de l'eau potable	104	6 987 970	3 892 211	8 331 037
Traitement des eaux usées	105	2 217 500	2 475 850	2 819 297
Réseaux d'égout	106	3 524 860	3 234 435	4 464 764
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109	1 030 000	1 002 849	5 645 810
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social		115		
Sécurité du revenu		116		
Autres		117		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage		118		
Rénovation urbaine		119		
Promotion et développement économique		120		
Autres		121		
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	122	12 403 100	27 941 310	27 941 310
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124	8 366 800	8 918 702	8 918 702
<b>Réseau d'électricité</b>	125			
	126	45 142 900	55 177 867	76 865 751
				80 502 056

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	6 537 600	6 606 358	8 398 333
Fonds de développement des territoires	132			24 144
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	5 610 100	5 610 144	3 467 260
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136	3 072 500	2 001 809	2 073 645
Autres	137	4 225 000	8 150 918	10 266 670
	138	19 445 200	22 369 229	24 230 052
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	80 721 500	97 168 729	123 702 727

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	22 800	29 773	36 355
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152		154 571 446	147 608 041
Autres	153		8 156 854	7 715 201
	154	22 800	162 758 073	155 359 597
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			



## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
<b>Réseau d'électricité</b>	180			
	181	22 800	29 773	162 758 073
				155 359 597

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183	100 000	151 775	15 570
Autres	184	5 650 900	5 890 882	5 998 293
	185	5 750 900	6 042 657	6 013 863
<b>Sécurité publique</b>				
Police	186	1 491 000	1 512 355	1 339 043
Sécurité incendie	187	60 000	59 691	25 740
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	1 551 000	1 572 046	1 364 783
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	692 000	340 643	441 453
Enlèvement de la neige	192	400 000	341 449	325 286
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	1 092 000	682 092	766 739
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	200			
Traitement des eaux usées	201	85 000	63 905	66 775
Réseaux d'égout	202			
	203	290 000	275 839	369 703
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205	50 000	70 178	193 666
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	10 000	26 440	10 549
	210	435 000	436 362	640 693

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	34 800	75 900	101 585
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217	50 000	59 803	67 411
Autres	218			
	219	84 800	135 703	168 996
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	220	4 324 400	3 087 422	6 159 582
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	50 000	72 215	49 124
Autres	222			
	223	4 374 400	3 159 637	6 208 706
<b>Réseau d'électricité</b>				
	224			
	225	13 288 100	12 028 497	15 163 780
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	226	13 310 900	12 058 270	170 523 377

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	227	7 358 600	10 175 479	10 663 288
Droits de mutation immobilière	228	65 000 000	89 610 125	64 958 164
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230	516 000	748 391	1 740 186
	231	72 874 600	100 533 995	77 361 638
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	232	20 900 000	19 538 577	18 605 522
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	233	5 962 800	14 758 341	5 302 593
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	234	4 061 700	4 052 741	4 598 793
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		80 306	425 710
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	1 210 000	2 822 184	5 618 479
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		(138 831)	(536 612)
Contributions des promoteurs	239	5 770 000	1 636 148	5 062 522
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242	60 000	2 078 305	2 483 666
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	4 324 900	13 021 844	10 703 038
	245	11 364 900	19 499 956	23 756 803
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	246			

## Analyse des charges consolidées

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	6 378 100	5 909 283	28 527	5 937 810	5 937 810	6 097 323
Greffe et application de la loi	2	28 204 100	26 373 211	447 211	26 820 422	26 820 422	27 502 332
Gestion financière et administrative	3	64 293 100	59 315 199	3 681 310	62 996 509	62 996 509	56 767 350
Évaluation	4	9 618 600	9 113 614	140 872	9 254 486	9 254 486	9 278 301
Gestion du personnel	5	25 584 400	21 319 030	383 357	21 702 387	21 702 387	19 396 919
Autres							
▪ Autres	6	4 511 100	7 113 822	7 194 057	14 307 879	14 307 879	18 760 635
▪	7						
	8	138 589 400	129 144 159	11 875 334	141 019 493	141 019 493	137 802 860
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	153 252 500	148 674 751	3 883 105	152 557 856	152 557 856	142 694 971
Sécurité incendie	10	55 423 000	54 348 595	3 084 776	57 433 371	57 433 371	53 824 075
Sécurité civile	11	2 071 900	1 209 145	259 181	1 468 326	1 468 326	689 709
Autres	12	7 069 200	6 289 864	6 136	6 296 000	6 296 000	5 881 422
	13	217 816 600	210 522 355	7 233 198	217 755 553	217 755 553	203 090 177
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	44 477 500	51 947 192	48 883 713	100 830 905	100 830 905	109 118 057
Enlèvement de la neige	15	57 432 900	58 355 713	922 970	59 278 683	59 278 683	51 441 725
Éclairage des rues	16	6 384 600	5 525 411	2 575 971	8 101 382	8 101 382	8 651 427
Circulation et stationnement	17	8 095 600	7 553 951	3 264 830	10 818 781	10 818 781	10 247 750
Transport collectif							
Transport en commun	18	93 123 700	92 327 094		92 327 094	282 687 319	267 000 659
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	48 700	48 122		48 122	48 122	50 000
	22	209 563 000	215 757 483	55 647 484	271 404 967	461 765 192	446 509 618

## Analyse des charges consolidées (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	17 281 100	17 196 319	12 099 291	29 295 610	27 455 251
Réseau de distribution de l'eau potable	24	16 648 800	17 517 362	10 887 378	28 404 740	27 575 052
Traitement des eaux usées	25	22 817 400	22 718 503	7 519 720	30 238 223	28 739 509
Réseaux d'égout	26	16 210 100	20 307 338	22 329 063	42 636 401	39 629 786
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	10 528 600	10 336 650		10 336 650	10 242 563
Élimination	28	12 629 600	12 086 823	4 875	12 091 698	11 713 771
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	10 426 500	10 237 263	445 571	10 682 834	7 899 452
Tri et conditionnement	30	2 000 100	1 485 559		1 485 559	2 100 121
Matières organiques						
Collecte et transport	31	5 863 200	5 247 784	877 692	6 125 476	5 556 390
Traitement	32	2 658 200	2 152 751		2 152 751	2 279 073
Matériaux secs	33	3 810 500	2 179 615	104 485	2 284 100	2 019 649
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	38	11 187 500	10 810 206	976 300	11 786 506	5 233 221
Autres	39	5 209 500	4 862 412	5 441 814	10 304 226	5 139 698
	40	137 271 100	137 138 585	60 686 189	197 824 774	175 583 536
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	6 590 300	5 047 974		5 047 974	4 737 393
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	12 179 500	15 659 034		15 659 034	16 259 663
	44	18 769 800	20 707 008		20 707 008	20 997 056

## Analyse des charges consolidées (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	25 292 700	22 300 567	441 203	22 741 770	22 741 770	20 699 719
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	808 400	177 270		177 270	177 270	360 406
Autres biens	47	500 000	538 614		538 614	538 614	4 223
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	11 198 500	14 871 184		14 871 184	14 871 184	14 282 140
Tourisme	49						1 248 281
Autres	50						360 000
Autres	51	10 200	8 122		8 122	8 122	9 219
	52	37 809 800	37 895 757	441 203	38 336 960	38 336 960	36 963 988
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	6 963 100	6 703 391	350 373	7 053 764	7 053 764	7 122 166
Patinoires intérieures et extérieures	54	14 293 400	13 675 522	1 812 783	15 488 305	24 581 550	31 064 315
Piscines, plages et ports de plaisance	55	7 103 600	7 589 873	578 509	8 168 382	8 168 382	9 825 144
Parcs et terrains de jeux	56	30 821 600	28 451 633	9 894 739	38 346 372	38 346 372	38 815 267
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	68 500	65 616		65 616	65 616	403 865
Autres	59	3 535 300	3 128 797	3 395 461	6 524 258	3 921 832	3 406 016
	60	62 785 500	59 614 832	16 031 865	75 646 697	82 137 516	90 636 773
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	3 595 000	4 210 600	1 648 186	5 858 786	5 858 786	5 753 078
Bibliothèques	62	24 995 400	23 901 511	667 286	24 568 797	24 568 797	23 670 632
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	6 157 100	5 974 714	1 372 670	7 347 384	7 347 384	7 602 114
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	10 881 700	11 570 076	286 979	11 857 055	11 857 055	6 737 306
	66	45 629 200	45 656 901	3 975 121	49 632 022	49 632 022	43 763 130
	67	108 414 700	105 271 733	20 006 986	125 278 719	131 769 538	134 399 903

## Analyse des charges consolidées (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	69	16 642 000	17 522 020		17 522 020	19 390 000
Autres frais	70	1 400 000	1 674 945		1 674 945	1 872 770
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	3 745 200	2 282 800		2 282 800	2 687 400
Autres	72	300 000	130 580		130 580	159 171
	73	22 087 200	21 610 345		21 610 345	24 109 341
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	75	141 620 600	155 890 394 (	155 890 394 )		



## Endettement total net à long terme consolidé

Au 31 décembre 2022

*Non audité*

### Administration municipale

Dette à long terme	1	840 496 509
--------------------	---	-------------

#### Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	176 876 111
---------------------------------------	---	-------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5	
---	---	--

▪	6	
---	---	--

#### Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	239 300
--	---	---------

Débiteurs	9	105 787 355
-----------	---	-------------

Autres montants	10	35 961 662
-----------------	----	------------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	4 570 813
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

▪ Fonds local d'investissement, Fonds local de solidarité Laval et programme Aide d'urgence aux PME	12	7 622 693
---	----	-----------

▪ Obligations émises envers la caisse de retraite et autres	13	16 068 859
---	----	------------

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	847 121 938
---	----	-------------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>	15	40 479 293
--	----	------------

Endettement net à long terme	16	887 601 231
------------------------------	----	-------------

#### Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	4 416 507
---------------------------	----	-----------

Autres organismes	19	49 949 884
-------------------	----	------------

Endettement total net à long terme	20	941 967 622
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
---	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	941 967 622
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	
--	----	--

# Renseignements supplémentaires non audités



## Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	11 721 726	11 721 726	19 069 562
Usines de traitement de l'eau potable	2	4 686 489	4 686 489	4 301 059
Usines et bassins d'épuration	3	689 128	689 128	1 209 891
Conduites d'égout	4	10 133 829	10 133 829	15 030 108
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	42 674 593	42 674 593	56 421 384
Ponts, tunnels et viaducs	7	318 353	318 353	6 634 524
Systèmes d'éclairage des rues	8	9 085 605	9 085 605	7 843 576
Aires de stationnement	9	201 418	201 418	428 466
Parcs et terrains de jeux	10	11 953 261	11 953 261	9 394 232
Autres infrastructures	11	223 903	806 714	1 156 911
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	70 938 859	82 001 352	41 266 543
Édifices communautaires et récréatifs	14	72 648 505	72 662 703	12 533 690
Améliorations locatives	15	25 798	25 798	571 020
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		14 760 463	32 804 440
Autres	17	3 763 666	3 763 666	5 299 513
Ameublement et équipement de bureau	18	23 151 905	25 750 252	17 963 621
Machinerie, outillage et équipement divers	19	13 857 780	14 637 474	18 318 846
Terrains	20	47 545 626	47 545 626	35 430 936
Autres	21			43 448
	22	323 620 444	353 418 450	285 721 770

## Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	287 503	287 503	5 216 738
Usines de traitement de l'eau potable	24	4 686 489	4 686 489	4 301 059
Usines et bassins d'épuration	25	689 128	689 128	1 209 891
Conduites d'égout	26	1 423 656	1 423 656	996 953
Autres infrastructures	27		582 811	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	11 434 223	11 434 223	13 852 824
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	8 710 173	8 710 173	14 033 155
Autres infrastructures	32	64 457 133	64 457 133	81 879 093
Autres immobilisations corporelles	33	231 932 139	261 147 334	164 232 057
	34	323 620 444	353 418 450	285 721 770

## Analyse de la dette à long terme consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	364 300		125 000	239 300
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	152 015 083	4 600 654	16 233 111	140 382 626
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	553 490 361	179 980 461	143 504 177	589 966 645
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	705 869 744	184 581 115	159 862 288	730 588 571
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	215 120 892	18 887 885	26 106 531	207 902 246
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	215 120 892	18 887 885	26 106 531	207 902 246
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	215 120 892	18 887 885	26 106 531	207 902 246
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	16				
	17	7 923 394	7 500 000	7 800 701	7 622 693
	18	223 044 286	26 387 885	33 907 232	215 524 939
	19	928 914 030	210 969 000	193 769 520	946 113 510
Dette en cours de refinancement	20 ( )				
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	928 914 030	210 969 000	193 769 520	946 113 510

## Analyse de la charge de quotes-parts consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	705 500	697 166	715 812
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	93 123 700	92 327 094	88 453 464
Autres	10	48 700	48 122	50 000
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	75 200	74 307	81 000
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	4 202 700	4 152 808	4 138 500
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	543 700	537 245	540 000
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	738 200	729 436	758 257
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	3 073 000	3 036 519	3 003 000
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	102 510 700	101 602 697	97 740 033

## Analyse de la rémunération non consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

*Non audité*

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	654,77	33,75	1 177 508,90	78 277 423	22 215 797	100 493 220
Professionnels	2	635,47	33,75	1 129 323,25	68 612 029	14 180 989	82 793 018
Cols blancs	3	1 264,99	33,00	2 232 884,83	82 670 459	21 143 434	103 813 893
Cols bleus	4	807,41	40,00	1 802 761,21	66 755 024	18 107 618	84 862 642
Policiers	5	591,69	35,00	1 257 313,66	83 412 141	21 900 341	105 312 482
Pompiers	6	285,32	42,00	701 074,74	34 155 326	8 508 515	42 663 841
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	4 239,65		8 300 866,59	413 882 402	106 056 694	519 939 096
Élus	9	22,00			1 752 326	723 175	2 475 501
	10	4 261,65			415 634 728	106 779 869	522 414 597

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

## Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources

Exercice terminé le 31 décembre 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	294 920	1 330 299	3 022 775		4 647 994
Réseau de distribution de l'eau potable	13	793 801	1 295 673	2 596 538		4 686 012
Traitement des eaux usées	14	298 535	756 621	1 791 131		2 846 287
Réseaux d'égout	15	505 008	1 209 897	2 255 919		3 970 824
Autres	16	39 550 846	13 787 329	24 778 148	2 901 289	81 017 612
	17	41 443 110	18 379 819	34 444 511	2 901 289	97 168 729

## Frais de financement non consolidés par activités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### Non audité

		2022	2021
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1	130 398	176 383
Évaluation	2	278 133	378 748
Autres	3	2 635 863	2 668 685
	4	3 044 394	3 223 816
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	1 962 478	2 045 537
Sécurité incendie	6	788 358	858 012
Sécurité civile	7	7 763	5 818
Autres	8	20 000	27 288
	9	2 778 599	2 936 655
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	5 566 421	6 053 567
Enlèvement de la neige	11	155 065	172 952
Autres	12	639 507	528 878
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	6 360 993	6 755 397
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 429 885	1 758 887
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 230 861	1 523 797
Traitement des eaux usées	18	284 381	319 395
Réseaux d'égout	19	2 064 616	2 474 010
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	12 599	18 994
Matières recyclables	21	15 392	17 926
Autres	22	51 652	6 183
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	241 609	229 971
Autres	25	17 944	25 440
	26	5 348 939	6 374 603
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27	35	51
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	21 765	36 383
	30	21 800	36 434
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	147 000	179 943
Rénovation urbaine	32	37 444	50 101
Promotion et développement économique	33	257 634	268 361
Autres	34		
	35	442 078	498 405
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	3 128 238	2 942 728
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	211 705	230 878
Autres	38	273 599	217 539
	39	3 613 542	3 391 145
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	21 610 345	23 216 455

## Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### Non audité

		2022	2021
Rémunération	1	11 341 891	8 133 938
Charges sociales	2	2 204 025	1 484 316
Biens et services	3	310 074 528	234 011 302
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	323 620 444	243 629 556



## Rémunération des élus

Exercice terminé le 31 décembre 2022

**Non audité**

### Rémunération (excluant les charges sociales)

	Administration municipale				Société de transport de Laval	Communauté métropolitaine de Montréal	Autorité régionale de transport métropolitain	Total	Allocation de dépenses
	Base	Additionnelle *	Jetons	Sous-total					
Stéphane Boyer	95 429	19 200	1	114 629		45 000	19 751	179 380	17 546
Isabelle Piché	33 779		720	34 499				34 499	17 250
Paolo Galati	33 779			33 779				33 779	16 890
Achille Cifelli	33 779			33 779				33 779	16 890
Christine Poirier	33 779	51 660	3	85 439		687		86 126	17 546
Cecilia Macedo	33 779	22 920	5	58 139				58 139	17 546
Sandra Desmeules	33 779	51 660	3	86 879				86 879	17 546
Seta Topouzian	33 779			33 779	20 000			53 779	17 546
Pierre Brabant	33 779		5 520	39 299	20 000			59 299	17 546
David De Cotis	33 779			33 779				33 779	16 890
Jocelyne Frédéric-Gauthier	33 779		480	34 259	42 500			76 759	17 546
Alexandre Warnet	33 779	22 920	4	56 699		14 979		71 678	17 546
Sandra El-Helou	33 779	22 920	4	61 259		10 000		71 259	17 546
Vasilios Karidogiannis	33 779			33 779	22 800	5 500		62 079	17 546
Aglaia Revelakis	33 779		960	34 739				34 739	17 370
Aline Dib	33 779	22 920	4	56 699	21 200			77 899	17 546
Ray Khalil	33 779	77 100	2	117 829				117 829	17 546
Nicholas Borne	33 779	51 660	3	85 439				85 439	17 546
Yannick Langlois	33 779		14 630	48 409		16 000		64 409	17 546
Louise Lortie	33 779	22 920	5	56 699				56 699	17 546
Claude Larochelle	33 779			33 779		10 500		44 279	17 546
Flavia Alexandra Novac	33 779	22 920	5	56 699		7 500		64 199	17 546
	804 788	388 800	36 700	1 230 288	126 500	110 166	19 751	1 486 705	383 572

\* Fonction additionnelle

<sup>1</sup> Président du comité exécutif

<sup>2</sup> Vice-président du comité exécutif

<sup>3</sup> Membre du comité exécutif

<sup>4</sup> Membre associé au comité exécutif

<sup>5</sup> Président du conseil municipal, président du comité de retraite, président de la Commission de l'habitation et du logement social

## Renseignements supplémentaires

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### Non audité

#### Évaluation foncière (Milliers de \$)

Au 31 décembre

	2022	2021	2020	2019
<b>Propriétés</b>				
Imposables (1)	72 812 338	60 104 990	59 611 424	58 972 547
Non imposables (2)	5 445 899	4 625 624	4 410 528	4 418 140
	<b>78 258 237</b>	<b>64 730 614</b>	<b>64 021 952</b>	<b>63 390 687</b>
<b>Proportion médiane de la valeur réelle (%)</b>				
Rôle d'évaluation foncière	100,0	93,0	98,0	100,0

(1) La Ville dépose un rôle triennal d'évaluation.

(2) Les propriétés exemptées sont constituées en majorité d'écoles, d'hôpitaux, d'édifices utilisés à des fins de services sociaux et de santé communautaire, d'édifices des gouvernements fédéral et provincial, pour lesquels la Ville de Laval a imposé 20 601 300 \$ au cours de l'exercice 2022 en compensations tenant lieu de taxes ou pour services municipaux.

#### Catégories de propriétés imposables (Milliers de \$)

Au 31 décembre

	2022	2021	2020	2019
<b>Propriétés</b>				
Résidentielles	60 075 363	49 198 235	48 587 438	48 022 029
Industrielles manufacturières	1 275 793	1 037 915	1 042 459	1 014 313
Transports, communications et services publics	392 415	289 485	284 549	280 380
Commerciales	5 795 986	5 214 534	5 173 722	5 152 411
Services	3 088 266	2 622 614	2 555 970	2 552 354
Culturelles, récréatives et de loisirs	180 542	182 247	342 196	291 061
Production et extraction de richesses naturelles	395 868	321 776	314 110	316 585
Terrains non exploités et étendues d'eau	1 608 105	1 238 184	1 310 980	1 343 414
	<b>72 812 338</b>	<b>60 104 990</b>	<b>59 611 424</b>	<b>58 972 547</b>

#### Permis de construction émis

Exercice financier

	2022	2021	2020	2019
<b>Nombre</b>				
Permis de construction				
Résidentiel	470	354	277	346
Non-résidentiel	15	24	14	20
Permis d'amélioration	1 999	2 313	1 959	2 325
	<b>2 484</b>	<b>2 691</b>	<b>2 250</b>	<b>2 691</b>
<b>Valeurs (Milliers de \$)</b>				
Permis de construction				
Résidentiel	847 591	511 500	422 249	431 331
Non-résidentiel	320 842	520 400	244 401	233 695
Permis d'amélioration	509 646	420 000	191 163	388 269
	<b>1 678 079</b>	<b>1 451 900</b>	<b>857 813</b>	<b>1 053 295</b>

## Renseignements supplémentaires (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### Non audité

#### Population

Exercice financier

	2023	2022	2021	2020	2019
Nombre estimé	454 700	450 100	445 700	441 600	437 500

Source : Institut de la statistique du Québec

#### Taux des taxes et tarifications

Exercice financier (1)

	2023	2022	2021	2020	2019
--	------	------	------	------	------

##### Taux de la taxe foncière générale (par 100 \$ d'évaluation)

Taux de base	0,7046	0,7252	0,7580	0,7699	0,7687
Immeubles non résidentiels	2,5631	2,6016	2,6739	2,7880	2,8660
Immeubles six (6) logements et plus	0,8055	0,8173	0,8431	0,8690	0,8790
Terrains vagues desservis	1,4092	1,0298	1,0839	1,1395	1,1761
Terrains vagues non desservis	0,7046	0,3046	0,3259	0,3696	0,4074
Agricole	0,5636	0,5294	0,5088	0,5685	0,6463

##### Taux de la taxe foncière spéciale - infrastructures d'eau potable et d'eaux usées (par 100 \$ d'évaluation)

Taux de base	0,0175	0,0186	0,0199	0,0202	0,0215
Immeubles non résidentiels	0,0510	0,0533	0,0560	0,0584	0,0637
Immeubles six (6) logements et plus	0,0177	0,0185	0,0194	0,0200	0,0213
Terrains vagues desservis	0,0350	0,0264	0,0285	0,0299	0,0325
Agricole	0,0134	0,0134	0,0134	0,0149	0,0181

##### Tarifications du transport régional (en \$)

Par logement	69	50	45	45	45
Par local au mètre carré	2,33	1,68	1,51	1,51	1,51
Minimum :	69	50	45	45	45
Terrains non exploités (par 92,9 mètres carrés)	3,31	2,39	2,15	2,15	2,15
Minimum :	62	45	40	40	40
Maximum :	1 137	821	740	740	740

##### Tarifications des services de l'eau (en \$)

Par logement et local	321	294	279	279	279
Par piscine creusée	57	44	55	55	55
Par piscine hors-terre	57	44	35	35	35
Terrains non exploités (par 92,9 mètres carrés)	2,88	2,64	2,50	2,50	2,50
Minimum :	46	42	40	40	40
Maximum :	633	580	550	550	550
Eau au compteur (par mètres cubes)	1,4900	0,9800	0,9300	0,9300	0,9300
Gros consommateurs > 40 000m <sup>3</sup>	1,7500	0,9800	0,9300	0,9300	0,9300

##### Tarifications particulières (en \$)

Contrôle biologique des moustiques					
1 logement ou 1 local	13	13	13	30	30
Plus d'un logement	26	26	26	60	60
Golf	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Disposition de la neige					
Mixte ou non résidentiel - au local	297/local	282/local	277/local	272/local	267/local
- au mètre linéaire	29,12	27,58	27,15	26,61	26,14

(1) La Ville dépose un rôle triennal d'évaluation et toute variation d'évaluation résultant de l'entrée en vigueur de ce rôle est répartie de façon égale sur les années couvertes.

## Endettement net à long terme consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### Non audité

	2022	2021
<b>Ville de Laval</b>		
Dette à long terme	840 496 509	817 500 030
Montants accumulés aux fonds réservés		
Soldes disponibles de règlements d'emprunts fermés	(239 300)	(364 300)
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Débiteurs	(105 787 355)	(103 857 024)
Prêt	(35 961 662)	(37 947 279)
Surplus accumulé affecté	-	-
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	(4 570 813)	(3 526 464)
Autres	(7 622 693)	(7 923 394)
	<b>686 314 686</b>	<b>663 881 569</b>
Dépenses à financer à long terme	176 876 111	123 575 339
	<b>863 190 797</b>	<b>787 456 908</b>
Recouvrement par taxation riveraine	(167 765 927)	(178 193 845)
Récupération potentielle		
Déficit de solvabilité	(15 378 559)	(15 378 559)
Autres	(690 300)	(690 300)
	<b>679 356 011</b>	<b>593 194 204</b>
<b>Organismes contrôlés</b>		
Société de transport de Laval	40 439 293	24 014 715
Autres	40 000	40 000
	<b>40 479 293</b>	<b>24 054 715</b>
<b>Endettement net à long terme consolidé à l'ensemble des citoyens</b>	<b>719 835 304</b>	<b>617 248 919</b>
Ratio d'endettement net à long terme per capita à l'ensemble des citoyens - Ville de Laval	1 509	1 332
Ratio d'endettement net à long terme per capita à l'ensemble des citoyens	1 599	1 386

## Renseignements sur la Politique de gestion de la dette à long terme

### Non audité

D'une part, la Politique de gestion de la dette à long terme fixe des balises afin de limiter les emprunts à long terme à des niveaux acceptables. Ces jalons sont déterminés afin de contribuer à respecter la capacité de payer des contribuables, de conserver des marges de manœuvre pour faire face à des imprévus et de permettre de saisir des occasions. D'autre part, la Politique contribue à préserver la cote de crédit de la Ville.

Par cette politique financière, la Ville s'est engagée à respecter les ratios indiqués dans le tableau ci-dessous.

Ratio	Balise maximale	2018	2019	2020	2021	2022	2023 Budget/PTI
<b>Endettement total net à long terme consolidé</b> <b>Revenus consolidés</b>	<b>1,000</b>	0,689	0,651	0,612	0,710	<b>0,744</b>	0,662
Ce ratio permet de comparer le niveau d'endettement de la Ville à sa capacité de générer des revenus. Ainsi, un ratio inférieur à 1 indique que la Ville génère annuellement plus de revenus que le niveau de ses dettes et qu'à ce titre, elle pourra rembourser ses emprunts. Pour cet indicateur, plus le ratio sera faible, plus la santé financière de la Ville sera bonne.							
<b>Service de dette consolidé</b> <b>Revenus consolidés</b>	<b>0,200</b>	0,092	0,093	0,097	0,090	<b>0,090</b>	0,087
Cet indicateur permet de mesurer l'importance que la Ville doit consacrer aux remboursements de ses engagements (capital et intérêts) reliés à sa dette. Un ratio faible indique que la Ville a des marges de manœuvre pour réaliser de nouveaux projets ou pour offrir de nouveaux services.							
<b>Endettement total net à long terme consolidé</b> <b>Immobilisations consolidées + propriétés destinées à la revente</b>	<b>0,400</b>	0,263	0,252	0,249	0,260	<b>0,275</b>	0,218
Ce ratio indique dans quelle mesure la Ville a emprunté à long terme pour payer ses immobilisations. Ce ratio doit cependant être interprété avec précaution dans le cas d'une comparaison avec d'autres villes. Par exemple, un ratio élevé peut indiquer un endettement élevé, mais également, qu'une ville dispose d'infrastructures récentes. À l'inverse, un ratio faible peut indiquer qu'une ville dispose d'infrastructures vieillissantes et qu'elle devra renouveler celles-ci prochainement. De plus, les coûts d'entretien peuvent être plus élevés compte tenu de l'âge de ces infrastructures.							

En plus de déterminer les limites de l'endettement, la politique instaure des règles et des stratégies de financement afin de contribuer entre autres à l'équité entre les générations. Ainsi, le budget de fonctionnement doit prévoir les affectations suffisantes au paiement comptant et aux réserves financières afin de couvrir au moins 50% des dépenses récurrentes de programmes à l'ensemble des citoyens.

Au cours de la dernière année financière, la Ville a réalisé 327,8 M\$ de dépenses en immobilisations, dont 123,4 M\$ pour des dépenses récurrentes de programmes. Celles-ci ont été financées à hauteur de 18,5 M\$ par des subventions, laissant un solde de 104,9 M\$ à l'ensemble des citoyens. Ainsi, selon la Politique, la Ville devait affecter une somme minimale de 52,5 M\$ au paiement comptant et aux réserves financières.

En incluant l'affectation annuelle de l'excédent de fonctionnement à la réserve financière pour paiement comptant des immobilisations prévue à la Politique, le total des affectations de 2022 est de 80,7 M\$, soit près de 30 M\$ de plus que le seuil minimal prévu.

## Questionnaire

Exercice terminé le 31 décembre 2022

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	13 000 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	1 986 177 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	38 386 \$
Ligne 3 : Autres revenus	9	3 883 072 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	(208 175) \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	6 835 \$
Ligne 9 : Autres charges	13	3 883 009 \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	1 675 404 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	7 571 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	1 833 796 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	(964 301) \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	3 410 917 \$
Ligne 24 : Libres	22	1 675 404 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	5 332 261 \$
Constatés au cours de l'exercice	26	3 883 009 \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	9 215 270 \$

## Questionnaire (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

28  29

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

30 3 699 786 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

31  32

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022

33 19 547 100 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

34  35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

36 \_\_\_\_\_ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

37  38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

39 \_\_\_\_\_ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

40  41

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

42  43

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

44  45

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

46 \_\_\_\_\_ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

47  48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

49 \_\_\_\_\_ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

50  51

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

52 829 250 \$

- b) autres formes d'aide

53 \_\_\_\_\_ \$

## Questionnaire (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \_\_\_\_\_ \$

Facteur comparatif de 2022

55 \_\_\_\_\_

Valeur uniformisée

56 \_\_\_\_\_ \$

### 10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

#### a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

  Systèmes de sécurité

59 \_\_\_\_\_ \$

  Chaussées pavées - entretien préventif

60 \_\_\_\_\_ \$

  Chaussées pavées - entretien palliatif

61 \_\_\_\_\_ \$

  Chaussées en gravier - entretien préventif

62 \_\_\_\_\_ \$

  Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 \_\_\_\_\_ \$

  Systèmes de drainage

64 \_\_\_\_\_ \$

  Abords de routes

65 \_\_\_\_\_ \$

  Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 \_\_\_\_\_ \$

#### b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 \_\_\_\_\_ \$

#### c) Total des frais encourus admissibles

69 \_\_\_\_\_ \$

#### d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

71 \_\_\_\_\_



## Questionnaire (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 72  73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 CE-2010-6432
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2010-09-15
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 9
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 7
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 10
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 3
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 \_\_\_\_\_
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 \_\_\_\_\_
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 1
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 23 357
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 6 736
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 36
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86  87

## Autres renseignements sur l'organisme municipal

Exercice terminé le 31 décembre 2022

### ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1 Place du Souvenir, CP 422 Succursale St-Martin  
(no) (rue)  
Laval H7V 3Z4  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-6888 poste 5703  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 978-5799  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel s/o

### TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Pierre Beudet

Téléphone (450) 978-6888 poste 5703  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 978-5799  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel p.beudet@laval.ca

### AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Titre Associé

Adresse 2500 boulevard Daniel-Johnson, bureau 300  
(no) (rue)  
Laval H7T 2P6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 382-0270  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 875-9797  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel vallerand.pierre@rcgt.com

Responsable du dossier Pierre Vallerand, CPA auditeur, CA

